

Séance du Sénat du mercredi 16 décembre à 5h.

Présidence de M. Rehrens, recteur

Présents : MM. De Cuse, Morand, Choisy, Werner, Fehr, Pictet, membres du Bureau. — Guag, Cristiani, de Beigneux, Girard, Winiarski, Martin, Bally, R. Gautier, Rappard, Muret, Bauvier, Ed. Claparède, Borgeaud.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté

M. le Recteur donne lecture des arrêtés ci-joints du Conseil d'Etat.

Il a écrit à M. W. Rosier, président d'honneur du Comité pour les conférences aux soldats, en mettant à sa disposition pour ces conférences les professeurs de l'Université. M. Rosier lui a répondu qu'il avait donné connaissance de la lettre à l'assemblée convoquée au Victoria Hall, puis l'avait transmise à M. G. de Reynold et aux commandants des unités de troupes genevoises.

Le Conseil d'Etat a accordé à un grand nombre d'étudiants ~~(plus de 100)~~ une prolongation de délai jusqu'au 28 février pour le paiement de leurs inscriptions. Les professeurs ne pourront de ce fait toucher le solde de leur salaire qu'à la fin du présent semestre.

M. le Recteur communique le programme du semestre d'été 1915 et prie MM. les Doyens d'indiquer les innovations qu'il présente en ce qui concerne leurs Facultés respectives. Il n'y en a pas d'autres que 2 nouveaux cours de privat-docents dans la Fac. des Lettres et Sc. sociales.

M. le Recteur doit avoir, en son nom personnel et sous sa responsabilité, mettre le Sénat au courant de faits récents relatifs à la repourvue de la chaire de Droit public et administratif fédéral. En Octobre dernier M. Boel avait été ^{de son} déchargé de cette partie d'enseignement par le Conseil d'Etat, mais celui-ci n'avait point indiqué qu'il dût être remplacé immédiatement. Bien au contraire il avait fait savoir que, par mesure d'économie, il renouvait à repourvoir cette année d'autres chaires vacantes. Aussi le Bureau et la Faculté de Droit ont-ils été fort surpris en apprenant, le 28 novembre, que la commission de préavis serait convoquée pour délibérer sur la nomination par appel de M. Georges Fazy à la chaire ordinaire de droit public et administratif fédéral. ~~La séance de la commission~~ ^{s'est réunie} le 12 décembre; par 8 voix contre 3 elle a donné

Fazy

une réponse négative à la question posée par le
Dép^t; ^{elle a} ~~est~~ estimé, conformément au préavis écrit
de la Fac. de Droit, que rien ne justifiait dans le
cas présent la nomination par appel, et demandé
qu'il soit procédé, pour la repourvue de la chaire
de droit public fédéral, selon le mode normal,
qui est celui de l'inscription.

M. Morand, doyen de la Fac. de Droit, ajoute
quelques renseignements à ceux du Recteur; il insiste
sur ce fait que la Fac. de Droit n'a été à aucun moment
présentée sur l'existence éventuelle d'autres candidats
à la chaire en question.

M. Borjeaud fait ressortir l'importance de
l'enseignement du droit public suisse, qui est de nature
à nous attirer des étudiants nationaux et qui ne
devrait être confié qu'à un spécialiste qui nous fît
honneur auprès de nos confédérés.

M. Bouvier propose que le Sénat s'associe au
vœu exprimé par la Commission de préavis touchant
le mode de nomination. ~~Il impose que le Président
du Dép^t soit renseigné à cet égard non seulement
sur l'opinion de cette commission, mais sur celle
de l'Université tout entière.~~

~~Cette proposition est appuyée par MM. Muret,
Martin, Guay, Borjeaud, et Guay. Après une
courte discussion, M. Guay la formule en ces termes:~~

"A la suite de la communication du Recteur
au sujet de la repourvue de la chaire de droit public
et administratif fédéral, le Sénat exprime le vœu
que le mode de nomination par appel ne soit
appliqué, conformément à l'esprit de la loi, que
lorsqu'il s'agit d'une illustration scientifique"

Cette rédaction est adoptée à l'unanimité
par le Sénat (sauf 2 abstentions, MM. de Seigneux et Cristiani)

M. le Recteur parle ensuite des incidents qui
ont eu lieu au cours de M. Hugo de Chaparède.
S'il n'a pas convoqué le Sénat à cette occasion,
c'est que le temps lui a manqué pour le faire.
La presse et le Grand Conseil ont été saisis de
cette affaire avant l'Université, et le Conseil
d'Etat a promptement clos l'incident en ^{se retirant} ~~se retirant~~
^{pendant} le cours de M. de Chaparède jusqu'à

Il propose que le Conseil
attire l'attention du Conseil d'Etat
sur le caractère d'urgence de cette
chaire. un candidat parti-
culièrement qualifié.

réduisant, admettant que
le Conseil ne soit pas missionné de
décider sur le fonds de la
question, sur lequel personnellement
il reconnaît n'avoir aucune
compétence, propose de con-
former au mode de nomi-
nation, au principe, celui
maintenant qui est mode de no-
mination par appel. Quel
est l'avis des illustres
membres?
Le conseil est favorable
comme tout

Incident
clapardé

une réponse négative à la question posée par le
Dép^t; ^{elle a} ~~est~~ estimé, conformément au préavis écrit
de la Fac. de Droit, que rien ne justifiait dans le
cas présent la nomination par appel, et demandé
qu'il soit procédé, pour la repourvue de la chaire
de droit public fédéral, selon le mode normal,
qui est celui de l'inscription.

M. Morelud, doyen de la Fac. de Droit, ajoute
quelques renseignements à ceux du Recteur; il insiste
sur ce fait que la Fac. de Droit n'a été à aucun moment
présentée sur l'existence éventuelle d'autres candidats
à la chaire en question.

M. Borgeraud fait ressortir l'importance de
l'enseignement du droit public suisse, qui est de nature
à nous attirer des étudiants nationaux et qui ne
devrait être confié qu'à un spécialiste qui nous fit
honneur auprès de nos confédérés.

M. Bouvier propose que le Sénat s'associe au
vœu exprimé par la Commission de préavis touchant
le mode de nomination. Il importe que le Président
du Dép^t soit renseigné à cet égard non seulement
sur l'opinion de cette commission, mais sur celle
de l'université tout entière.

~~Cette proposition est appuyée par MM. Muret,
Martin, Guag, Borgeraud. M. Guag après une
courte discussion, M. Guag la formule en ces termes:~~

"A la suite de la communication du Recteur
au sujet de la repourvue de la chaire de droit public
et administratif fédéral, le Sénat exprime le vœu
que le mode de nomination par appel ne soit
appliqué, conformément à l'esprit de la loi, que
lorsqu'il s'agit d'une illustration scientifique"

Cette rédaction est adoptée à l'unanimité
par le Sénat (sauf 2 abstentions, MM. de Seigneux et Cristiani)

M. le Recteur parle ensuite des incidents qui
ont eu lieu au cours de M. Hugo de Chaparède.
S'il n'a pas convoqué le Sénat à cette occasion,
c'est que le temps lui a manqué pour le faire.
La presse et le Grand Conseil ont été saisis de
cette affaire avant l'université, et le Conseil
d'Etat a promptement clos l'incident en ^{le} ~~suspendant~~ ^{le} ~~le~~ cours de M. de Chaparède jusqu'à

Il propose que le Sénat
attire l'attention du Conseil d'Etat
sur le caractère d'urgence de cette
chaire. un candidat parti-
ciellement qualifié.

répondant, affirmant que
le Sénat n'a pas mission de
décider sur le fond de la
question, sur lequel personnellement
il reconnaît n'avoir aucune
compétence, propose de se
limiter à un simple vœu
relatif au mode de nomi-
nation, en principe, obli-
gant que le mode de no-
mination par appel doit
être réservé aux illustrations
scientifiques.
Le vœu est formulé
immédiatement.

incident
Chaparède

honorifique, d'abord avec M. H. de Claparède a
~~cette date indéterminée~~. Le Recteur n'est intervenu que pour
 adresser aux étudiants une lettre ^{dans laquelle il} les blâmant d'avoir
 organisé une manifestation bruyante, constituant une
 infraction à la discipline universitaire.

M. Muret voit avant tout dans cet incident une
 atteinte à la liberté d'opinion des professeurs. Cette atteinte
 a été portée par les étudiants, et il est regrettable que le
 Conseil d'Etat lui ait donné raison en quelque mesure
 en provoquant la suspension du cours. Il eût été préférable
 qu'il laissât agir le Recteur et le Doyen de la Faculté de Droit.

M. R. Gautier regrette qu'aucune mesure disciplinaire
 n'ait été prise contre les étudiants qui ont été à la tête de
 cette manifestation. M. le Recteur lui répond que le Président
 du Rép^t l'a prié de ne rien faire dans ce sens sans son autorisation.

M. Alf. Martin propose, comme conclusion à cet incident,
 que le Recteur demande au Rép^t de faire cesser, dès la rentrée
 de Janvier, la suspension du cours de M. de Claparède.

Cette proposition est adoptée à la majorité.

Séance levée à 7 h.

Le Secrétaire par intérim

Auretchet

PIECES remises à la séance du Sénat du mercredi 16 décembre 1914

Arrêtés du Conseil d'Etat:

- 1.-confirme pour une nouvelle période de 3 ans, aux mêmes conditions
 que précédemment, M. L. Winiarski dans ses fonctions de Professeur
 extraordinaire de Finances publiques, finances privées et statis-
 tique.
- 2.-nomme MM. A. Kaufmann, A. Rilliet et S. Reich assistants au Laboratoire
 de Chimie inorganique et organique
- 3.-nomme MM. A. Mikhaïloff et S. Kliatchko 2-es assistants au Laboratoire
 de Chimie analytique.
- 4.-nomme M. N. Tchitchinadze, ingénieur-chimiste 2-e assistant au Labora-
 toire de Chimie technique et théorique
- 5.-nomme M. M. Crochet assistant au Laboratoire de Chimie pharmaceutique
 et d'analyse des substances alimentaires.
- 6.-nomme M. F. Favre assistant au Laboratoire de Géologie et Paléontologie
- 7.-nomme M. R. Kummer 3-e assistant à l'Institut pathologique
- 8.-nomme M. A. Rosselet 2-e assistant au Laboratoire de Physiologie
- 9.-nomme M. E. Novaes assistant externe à la Policlinique dermatologique
- 10.-nomme M. le Dr A. Lianhard 1-er assist. à la Policlinique chirurgicale
- 11.-nomme Mlle M. Krieg sage-femme à la Policlinique gynécologique et obst.
- 12.-nomme Mlle M. Hug sage-femme à la Policlinique gynécologique et obst.

Séance du lundi 21 décembre à 6 h.

Présidence de M. Rehfoers, recteur. Présents : MM Choisy, Moriaud, De Cuse, Fehr, Werner, Pictet, membres du bureau de Seigneux, Cristiani, Battelli, Winiarsky, Laskowski, Yung, Muret, L. Bard, Malsch, Bauvier.

Le procès-verbal de la séance du 16 décembre est lu et adopté avec quelques modifications.

Une discussion s'engage à propos de ce procès-verbal. M. Cristiani estime que le vote qui est intervenu au sujet de la repourvue de la chaire de droit public fédéral ne saurait être considéré comme valable, l'objet sur lequel il a porté n'ayant pas été mis à l'ordre du jour de la séance ; c'est pour cette raison qu'il s'est abstenue d'y prendre part.

M. Malsch est du même avis et voudrait que la question du mode de nomination des professeurs fût portée à l'ordre du jour d'une prochaine séance.

MM. Werner et Muret, tout en reconnaissant la valeur de l'objection de M. Cristiani, pensent que le Sénat peut discuter cette question aujourd'hui, à propos du procès-verbal de la dernière séance.

M. Yung tient à justifier sa proposition. Il l'a faite dans l'intention de ne pas aller aussi loin que M. Borjeaud ; dont la proposition aurait dépassé la compétence du Sénat. M. Yung a tenu à rester dans la question de principe, sans s'occuper du cas particulier.

M. Bard estime que la proposition de M. Yung ne prévoyait pas tous les cas où la nomination par appel serait justifiée ; il propose d'y remplacer les termes d' "illustration scientifique" par ceux de "titres exceptionnels".

M. Moriaud trouve que la rédaction est en effet discutable, mais qu'il n'y a eu aucune inconvénient dans la votation ; celle-ci a eu lieu sur une question soulevée par un des membres du Sénat à propos d'une communication du Recteur.

M. Muret voudrait que le texte de la proposition réservât une place aux candidats que leur situation académique empêche de se soumettre à une inscription.

M. Werner parle dans le même sens.

M. Yung maintient sa rédaction, sans aucune addition.

Mise de nouveau aux voix, la proposition primitive de M. Guig est adoptée à la majorité.

M. Bouvier rappelle que le Sénat avait semble vouloir que le Recteur vit le Président du Dép^t, pour bien lui indiquer que le Sénat, dans sa discussion et son vote, n'avait été animé d'aucun sentiment d'opposition vis-à-vis du Département, dont il reconnaissait le droit absolu de nomination, et qu'il n'avait émis qu'un vœu portant sur le principe même de la nomination par appel.

M. le Recteur se déclare entièrement d'accord et tout disposé à faire cette démarche.

Séance levée à 7 h 20

Le Secrétaire par intérim
Amédée Pictet

Séance du mercredi 17 mars 1915 à 5 h.

Présidence de M. Rebours, recteur

Présents: MM. De Cuse, Fehr, Morisand, Werner, Pictet membres du bureau, — R. Gautier, Rappard, Borjeaud, Muret Guig, Mayor. — Excusé: M. Bard

M. le Recteur communique les arrêtés ci-après du Conseil d'Etat.

Il annonce que la nouvelle Faculté des Sciences économiques et sociales a désigné comme ses doyen et secrétaire provisoires MM. Milhaud et Rappard.

A propos de la nomination de M. G. Fazy, M. le Recteur donne lecture d'une lettre d'un membre du Conseil d'Etat, dans laquelle celui-ci exprime des regrets de ce que le Sénat ait été saisi d'une affaire sur laquelle il n'avait pas à exprimer d'opinion.

M. le Recteur ^{rappelle l'histoire} donne connaissance d'une seconde ~~lettre~~ ^{lettre} du Conseil d'Etat, relative à la suspension des cours de M. H. de Claparède, suspension qui est maintenue pour le prochain semestre d'été. Le Bureau du Sénat a exprimé au Conseil d'Etat ses regrets de cette décision, qui désorganise l'enseignement et les examens de la Fac. de Droit.

A ce propos M. le Doyen de la Fac. de Droit dit qu'il a fait tous ses efforts pour arriver à une solution pratique de cette question. M. de Claparède ayant été aussi suspendu de ses fonctions d'examinateur, il a fallu chercher hors de Genève une personne qualifiée pour le remplacer. Les démarches n'ont pas encore abouti et il est à craindre que les examens ne puissent être organisés.

199

M. le Recteur annonce que, d'accord avec le Bureau, il a signé, au nom de l'Université, une requête qui sera présentée au Conseil fédéral dans le but de provoquer une conférence des Etats neutres en vue de la conclusion de la paix.

Séance levée à 5 h. 30.

Le Secrétaire par intérim

Amettiet

Liste des arrêtés du Conseil d'Etat remis à la séance
du 1^{er} mai du 17^{er} mai 1915

1. - Concernant l'ouverture de la Faculté des Sciences Economiques et sociales pour le semestre d'hiver 1915-1916.
2. - Nomination par appel de M. Georges Pazy aux fonctions de Prof. ord. de Droit public fédéral suisse (constitutionnel et administratif).
3. - Confirmation pour 3 ans de M. Est Chappard de prof. ext. de Psychologie expérimentale.
4. - Sol. de M. H. Monnier Prof. ext. d'Etude des gîtes métallifères.
5. - Sol. de M. P. Olkhamare Prof. ext. d'Histoire des religions.
6. - Concernant la traduction des documents d'ordre scolaire des étudiants, confiée à l'Université.
7. - M. J. Tiercy nommé assistant aux chaires de mathématiques.
8. - M. H. Kaufmann nommé I^{er} assist. au Labor. de Chimie inorg. et organique.
9. - M. R. Schweizer nommé assist. au Labor. de Botanique.
10. - M. W. Stefanski nommé 2^e assistant Labor. de Zoologie et anatomie comparée.
11. - M. H. Hermod nommé 2^e assist. au Labor. d'Hygiène.
12. - M. J. Proquière nommé assist. à la Polil. gynécologique et obstétricale.
13. - M. Ch. Roesch confirmé préparateur au Labor. de Chimie inorg. et organique.
14. - M. W. Fischer confirmé aide-préparateur au Labor. de Chimie inorg. et organique.
15. - M. Ed. Chollet nommé pour 1 an aide-préparateur aux Laboratoire de l'Institut pathologique.
16. - M. G. Zurlinden nommé pour 1 an garçon de laboratoire de l'Institut pathologique.
17. - M. E. Gailloud révoqué de ses fonctions de concierge Institut pathologique.
18. - M. ^{celle} M. Chollet nommé pour 1 an concierge à l'Institut pathologique.

M. le Recteur annonce que, d'accord avec le Bureau, il a signé, au nom de l'Université, une requête qui sera présentée au Conseil fédéral dans le but de provoquer une conférence des Etats neutres en vue de la conclusion de la paix.

Séance levée à 5 h. 30.

Le Secrétaire par intérim

Auretictet

Liste des arrêtés du Conseil d'Etat remis à la séance du 17^e mai 1915

1. - Concernant l'ouverture de la Faculté des Sciences Economiques et sociales pour le semestre d'hiver 1915-1916.
2. - Nomination par appel de M. Georges Fazy aux fonctions de Prof. ord. de Droit public fédéral suisse (constitutionnel et administratif).
3. - Confirmation pour 3 ans de M. Ed. Chaparède prof. ext. de Psychologie expérimentale.
4. - Sol. de M. H. Monnier Prof. ext. d'Etude des gîtes métallifères.
5. - Sol. de M. P. Olhamare Prof. ext. d'Histoire des religions.
6. - Concernant la traduction des documents d'ordre scolaire des étudiants confiée à l'Université.
7. - M. G. Tiercy nommé assistant aux chaires de mathématiques.
8. - M. H. Kaufmann nommé 1^{er} assist. au Labor. de Chimie inorg. et organique.
9. - M. R. Schweizer nommé assist. au Labor. de Botanique.
10. - M. W. Stefanski nommé 2^e assist. au Labor. de Zoologie et anatomie comparée.
11. - M. A. Mermoud nommé 2^e assist. au Labor. d'Hygiène.
12. - M. J. Prognière nommé assist. à la Polik. gynécologique et obstétricale.
13. - M. Ch. Roenk confirmé préparateur au Labor. de Chimie inorg. et organique.
14. - M. W. Fischer confirmé aide-préparateur au Labor. de Chimie inorg. et organique.
15. - M. Ed. Chollet nommé pour 1 an aide-préparateur aux Laboratoire de l'Institut pathologique.
16. - M. G. Zurlinden nommé pour 1 an garçon de laboratoire de l'Institut pathologique.
17. - M. E. Gailloud révoqué de ses fonctions de concierge Institut pathologique.
18. - M. E. Chollet nommé pour 1 an concierge à l'Institut pathologique.

Réunion des professeurs du 17 mars 1915 à 5 h. 30

Présent : les mêmes qu'à la séance
du Sénat du même jour

M. le Recteur expose les faits qui
ont motivé l'envoi de la circulaire
demandant aux professeurs de consentir
à une nouvelle retenue de 4 % sur
leur traitement pendant les deux
derniers trimestres de 1915. La
plupart des professeurs ayant déjà
répondre affirmativement, il propose
que la somme qui sera ainsi recueillie
soit divisée en 2 parts à peu près
égales : l'une sera versée à la
Commission centrale de secours
pendant la guerre, l'autre sera con-
sacrée à couvrir en partie le déficit
de la Caisse de l'Université pour
l'assistance aux étudiants.

Cette proposition est adoptée après
une courte discussion à laquelle
prennent part MM. Muret et Werner.

M. Muret émet l'idée d'ouvrir
une souscription parmi les étudiants
suisses en faveur de leurs camarades
étrangers. Cette idée paraissant avoir
l'approbation des professeurs présents,
M. le Recteur se mettra en rapport
avec à ce sujet avec les présidents
des Sociétés d'étudiants.

Séance levée à 6 h.

Séance du mercredi 19 mai à 5 h 1/2

Présidence de M. Rehfoos, recteur

Présents : MM. Decue, Morand, Choisy, Fehr, Werner, Pictet, membres du bureau ; Fulliguet, Ph. Guze, Balavoine, Milhaud, Cristiani, Baumgarten, R. Gautier, Borzeaud, Laskowski, Muret, Ed. Claparède, Mayor, Fazy.

M. le Recteur rappelle les décès de MM. Winiarski, Haltenhoff et Ulliety, survenus depuis la dernière séance. L'assemblée se lève en signe de deuil.

Il souhaite la bienvenue à M. G. Fazy.

Il donne lecture d'une lettre du Comité de la Société helvétique des Sciences naturelles, l'informant que cette société célébrera son centenaire à Genève au mois de septembre prochain, et invitant les professeurs à y prendre part.

Le Dép^t a transmis au Recteur les remerciements de la Société de secours pendant la guerre pour l'allocation fournie par les professeurs.

M. le Recteur communique les arrêtés suivants du Conseil d'Etat :

PIECES remises à la séance du SENAT du mercredi 19 mai 1915

I. - Arrêtés du Conseil d'Etat:

1. - accorde à M. E. Tonnelat, professeur ordinaire, un congé jusqu'à la fin du semestre d'été.
2. - accepte la démission de M. Degrange, assist. au Lab. de Chimie analytique
3. - nomme M. Warynsky assist. au Labor. de Chimie analytique
4. - nomme M. L. Rehfoos 2-e assist. au Laboratoire de Botanique.
5. - nomme Mlle Rzymowska 3-e assist. au Lab. de Zoologie et Anatomie comp.
6. - accepte la démission de M. Crochet assist. au Lab. de Chimie pharmaceut.
7. - nomme M. Baljet assist. au Labor. de Chimie pharmaceutique
8. - nomme M. Montant 3-e assist. au Labor. de Physiologie
9. - nomme Mlle Capota microtomiste à l'Institut pathologique
10. - nomme M. Barazzone assist. à la Policlinique gynécologique et obstétricale.

II. - Epreuves du Programme des Cours du semestre d'hiver 1915-1916.

201
M. Balavoine étant atteint par la limite d'âge, le Dép. a accepté sa démission pour le 15 Octobre prochain. La Fac. de Théologie ne fait pas de proposition au sujet de la renommée de cette chaire.

Avant de pourvoir celle de M. Winiarski, le Dép. désire savoir si l'Université a quelque modification à proposer au titre de cette chaire ou à la répartition des enseignements qui en dépendent, la Fac. des Sc. économiques et sociales a exprimé le vœu que cet enseignement soit divisé. Ce vœu a été appuyé par le Bureau et transmis au Département.

Diés académiques. La séance comprendra comme d'habitude un discours du Rector et les rapports sur les prix universitaires. On entendra ensuite une conférence de M. Chodat.

Programme du semestre d'hiver 1915-1916. Il n'y a de modifications qu'en la Fac. de Droit, le Doyen de cette Faculté signale l'entrée en fonctions d'un nouveau professeur, M. G. Fezy, et la suppression du cours de M. Hugo de Claparède, conformément à la décision du Conseil d'Etat. M. Moriond regrette cette mesure qui met la Faculté dans une situation insolite et est préjudiciable aux étudiants. - Le programme est approuvé par le Sénat.

M. R. Gantier présente son rapport sur le prix Arthur de Claparède (jurés MM. Gantier, Sarasin et Chaux)

M. De Cuvé rapporte également sur le prix Théodore de Claparède (jurés MM. De Cuvé, Choisy et Jardy)

Séance levée à 6 h 15

Le Secrétaire par intérim
Ametictet

Séance du mercredi 23 juin à 5 h

Présidence de M. Rehfoers, recteur

Présents : MM. De Cree, Morand, Werner, Fehr, Pichet, membres du Bureau — Cailler, Duparc, Cristiani, Ph. Juge, Le Bard (méd.), Le Bard (théol.), Borjeaud, Balavoine, Mègevand, Milhaud, Flournoy, Ed. Claparède, Paul Oltramare, Hugues Oltramare, Falliguet, François, R. Gautier, Seitz, Rappard, Battelli, Rochat, Bally, Kummer, Malsch, Jung, Bouvier, Warin.

M. le Recteur soumet au Sénat l'état des comptes des Fonds universitaires, arrêtés au 31 mai dernier. Ces comptes sont approuvés.

Règlements et programmes d'examens de la Fac. des Sc. économiques et sociales, — M. Milhaud, Doyen provisoire de la nouvelle Faculté, fait un exposé préliminaire du projet suivant, qui a été distribué aux membres du Sénat

TEXTE REVU

SÉANCE DU SÉNAT

du mercredi 23 juin, à 5 heures.

RÈGLEMENTS ET PROGRAMMES

Dispositions communes aux différentes Licences de la Faculté des Sciences économiques et sociales.

Art. 43 du règlement général. — Chacun des examens de licence de la Faculté des Sciences économiques et sociales consiste en épreuves écrites et en épreuves orales. On ne peut se présenter aux épreuves orales d'un examen sans avoir subi avec succès les épreuves écrites dans la même session.

Art. 43 bis. — Le Bureau, sur le préavis de la Faculté, peut exceptionnellement dispenser d'une partie des épreuves d'un examen, les candidats munis de titres suffisants.

Art. 43 ter. — En cas d'insuccès, la moitié de la finance d'inscription versée par les candidats leur est rendue.

Art. 44. — Les candidats dont le français n'est pas la langue maternelle devront subir, trois mois au moins avant leur premier examen, une épreuve éliminatoire consistant dans une composition française qu'ils liront devant le jury et dans l'explication à livre ouvert d'un texte français.

Art. 44 bis. — Un mois avant chacun des examens, les candidats indiqueront exactement au Doyen, en tenant compte de toutes les possibilités d'option, sur quelles parties du programme ils désirent subir leurs épreuves.

SÉANCE DU SÉNAT
du mercredi 23 juin, à 5 heures.

RÈGLEMENTS ET PROGRAMMES

**Dispositions communes aux différentes Licences
de la Faculté des Sciences économiques et sociales.**

Art. 43 du règlement général. — Chacun des examens de licence de la Faculté des Sciences économiques et sociales consiste en épreuves écrites et en épreuves orales. On ne peut se présenter aux épreuves orales d'un examen sans avoir subi avec succès les épreuves écrites dans la même session.

Art. 43 bis. — Le Bureau, sur le préavis de la Faculté, peut exceptionnellement dispenser d'une partie des épreuves d'un examen, les candidats munis de titres suffisants.

Art. 43 ter. — En cas d'insuccès, la moitié de la finance d'inscription versée par les candidats leur est rendue.

Art. 44. — Les candidats dont le français n'est pas la langue maternelle devront subir, trois mois au moins avant leur premier examen, une épreuve éliminatoire consistant dans une composition française qu'ils liront devant le jury et dans l'explication à livre ouvert d'un texte français.

Art. 44 bis. — Un mois avant chacun des examens, les candidats indiqueront exactement au Doyen, en tenant compte de toutes les possibilités d'option, sur quelles parties du programme ils désirent subir leurs épreuves.

Art. 44 *ter*. — En s'inscrivant pour un examen, le candidat peut demander l'autorisation d'être interrogé sur des matières, enseignées par des professeurs de l'Université, autres que celles qui figurent au programme de l'examen. La moitié des notes obtenues pour chacune de ces épreuves extraordinaires est ajoutée, quand la note dépasse $4\frac{1}{2}$, au résultat des épreuves réglementaires.

Licence ès sciences sociales.

Art. 45 . — Pour obtenir le grade de licencié ès sciences sociales, on doit subir deux examens successifs dans deux sessions différentes. Chacun de ces examens consiste en épreuves écrites et en épreuves orales.

Les candidats payent avant chaque examen une somme de fr. 50. En cas d'insuccès, la moitié de la somme versée leur est rendue.

Les candidats dispensés du premier examen, qui ne sont pas gradués de l'Université de Genève, payent 100 fr. en s'inscrivant pour le deuxième.

Art. 45 *bis*. — Les candidats à la licence ès sciences sociales doivent être immatriculés dans la Faculté des Sciences économiques et sociales.

Art. 45 . *ter* — La licence ès sciences sociales comporte quatre modalités, dont les programmes diffèrent partiellement, les modalités : A (*Licence générale*), B (*Economie politique*), C (*Education*), D (*Histoire*). La mention de la modalité choisie par le candidat figurera sur le diplôme, ainsi que le programme des matières sur lesquelles aura porté l'examen.

Licence ès sciences sociales, Mentions A (Licence générale), B (Économie politique) et C (Education).

Sont admis à se présenter au *premier examen* :

1^o Ceux qui justifient de quatre semestres d'études régulières dans la Faculté. — Les candidats dont le français est la langue maternelle et ceux qui ont subi dès le premier semestre avec succès l'épreuve éliminatoire de français (art. 44) peuvent se présenter après trois semestres seulement.

Les candidats doivent en outre faire la preuve qu'ils ont pris une part active, durant deux semestres, à une conférence d'économie politique, ainsi qu'à une conférence (explication de textes ou exercices) d'histoire de la philosophie. Ils peuvent être autorisés par la Faculté à remplacer pendant un semestre la conférence d'économie politique ou celle d'histoire de la philosophie, par une autre conférence portant sur une des matières du premier examen. La Faculté prononce sur l'admissibilité après rapport des professeurs qui ont dirigé les conférences.

2^o Ceux qui, par des diplômes ou des certificats, font preuve d'études équivalentes. Le Bureau, sur le préavis de la Faculté, statue sur cette équivalence.

Sont admis à se présenter au *second examen* :

1^o Les candidats qui justifient de six semestres d'études régulières dans la Faculté, dont deux au moins depuis qu'ils se sont présentés au premier examen, ou d'études équivalentes, et qui ont subi avec succès le premier examen.

2^o Les porteurs du diplôme de bachelier en théologie, de licencié ou de docteur d'une des Facultés de l'Université, ou de titres jugés équivalents par le Bureau, sur le préavis de la Faculté, — qui justifient de deux semestres d'études régulières dans la Faculté ou d'études équivalentes.

Les candidats doivent, en outre, faire la preuve qu'ils ont pris une part active à des conférences se rapportant aux matières du programme sur lequel ils passent l'examen, à savoir, pour la Mention A, une conférence de sociologie, pour la licence Mention B, une conférence d'économie politique spéciale, et pour la Mention C, une conférence de pédagogie, durant au moins deux semestres, et quatre autres conférences pendant au moins un semestre.

Ceux qui ne satisfont pas à cette condition sont tenus de présenter, trois mois avant l'examen, un travail de leur composition portant sur l'une des branches du programme.

La Faculté statue sur l'admissibilité après rapport des professeurs qui ont dirigé les conférences.

Les licenciés en droit qui se présentent au second examen sont dispensés des épreuves juridiques.

Art. 46. — Les épreuves sont les suivantes :

MENTION A (LICENCE GÉNÉRALE).

Premier examen.

Epreuves écrites.

- 1^o Philosophie.
- 2^o Histoire générale.
- 3^o Economie politique.

Epreuves orales.

- 1^o Histoire de la philosophie.
- 2^o Géographie politique.
- 3^o Histoire des institutions politiques.
- 4^o Histoire des religions.

Second examen.

Epreuves écrites.

- 1^o Sociologie et économie sociale.
- 2^o Eléments du droit.

Epreuves orales.

- 1^o Histoire économique.
- 2^o Géographie économique.
- 3^o Droit constitutionnel comparé.
- 4^o Systèmes politiques.
- 5^o Pédagogie générale.
- 6^o Eléments des finances.
- 7^o Histoire externe du droit comparé ou philosophie du droit (option).

MENTION B (ÉCONOMIE POLITIQUE).

Premier examen.

Epreuves écrites.

- 1^o Histoire générale.
- 2^o Economie politique.
- 3^o Economie sociale.

Epreuves orales.

- 1^o Histoire de la philosophie.
- 2^o Géographie politique.
- 3^o Histoire des institutions politiques.
- 5^o Statistique générale.

Second examen.

Epreuves écrites.

- 1^o Sociologie.
- 2^o Economie politique spéciale.

Epreuves orales.

- 1^o Histoire économique.
- 2^o Géographie économique.
- 3^o Philosophie et classification des sciences.
- 4^o Anthropologie.

- 5° Statistique spéciale.
- 6° Finances publiques et finances privées.
- 7° Eléments de droit.

MENTION C (ÉDUCATION)

Premier examen.

Epreuves écrites.

- 1° Histoire générale.
- 2° Economie politique.
- 3° Economie sociale.

Epreuves orales.

- 1° Histoire de la philosophie.
- 2° Géographie politique.
- 3° Géographie économique.
- 4° Eléments de droit.
- 5° Psychologie expérimentale.
- 6° Statistique générale.

Second examen.

Epreuves écrites.

- 1° Sociologie.
- 2° Pédagogie générale.

Epreuves orales.

- 1° Histoire économique.
- 2° Géographie économique.
- 3° Anthropologie.
- 4° Hygiène publique et sociale.
- 5° Histoire de la pédagogie.
- 6° Pédagogie pratique.
- 7° Eléments du droit.

Licence ès sciences sociales, Mention D (Histoire).

Le *premier examen*, qui sera subi après deux semestres d'études au moins, comporte les épreuves suivantes :

Epreuves écrites.

- 1^o Histoire générale ¹).
- 2^o Histoire de la philosophie.
- 3^o Economic politique.

Epreuves orales.

- 1^o Sociologie.
- 2^o Anthropologie.
- 3^o Géographie politique.
- 4^o Statistique générale.
- 5^o Linguistique.
- 6^o Eléments de droit.

Pour le *second examen*, qui sera subi après six semestres au moins, les candidats ont le choix entre les cinq programmes suivants :

- Histoire ancienne (programme A).
- Histoire médiévale (programme B).
- Histoire moderne (1492-1789) (programme C).
- Histoire contemporaine (programme D).
- Histoire nationale (programme E).

¹ La composition d'histoire générale portera sur l'une des dix-huit questions spéciales préparées par le candidat. Ces questions, choisies par le candidat, doivent avoir été agréées par les professeurs d'histoire générale. Elles seront prises dans le champ entier de l'histoire, divisée en neuf parties, chacune de ces parties fournissant l'objet de deux questions.

Second examen.

PROGRAMME A¹). *Histoire ancienne.*

Epreuves écrites.

- 1^o Histoire économique.
- 2^o Histoire des littératures grecque et latine.

Epreuves orales.

- 1^o Histoire économique spéciale.
- 2^o Epigraphie.
- 3^o Paléographie.
- 4^o Histoire de la Grèce et de Rome.
- 5^o Archéologie grecque.
- 6^o Un poète, dramaturge ou historien grec ou latin.
- 7^o Un philosophe grec ou latin.

PROGRAMME B¹). *Histoire du moyen âge.*

Epreuves écrites.

- 1^o Histoire économique générale.
- 2^o Histoire de l'Eglise et des hérésies au moyen âge.

Epreuves orales.

- 1^o Histoire économique spéciale.
- 2^o Paléographie.
- 3^o Diplomatique.
- 4^o Histoire du moyen âge (faits et institutions).
- 5^o Patristique latine.
- 6^o La philosophie scolastique.
- 7^o Un auteur médiéval.

¹ Pour être admis au second examen, programme A ou B, les candidats doivent être porteurs d'un diplôme de maturité réelle du Gymnase de Genève ou d'un diplôme équivalent.

PROGRAMME C. *Histoire moderne (1492-1789).*

Epreuves écrites.

- 1° Histoire économique générale.
- 2° Histoire des idées du XVI^e au XVIII^e siècle (philosophie et systèmes politiques).

Epreuves orales.

- 1° Histoire économique spéciale.
- 2° Paléographie.
- 3° Diplomatie.
- 4° Histoire des temps modernes.
- 5° Histoire de l'art des temps modernes.
- 6° Un penseur du XVI^e, XVII^e ou XVIII^e siècle.
- 7° Un auteur (poète, dramaturge, historien, etc.) du XVI^e, XVII^e ou XVIII^e siècle.

PROGRAMME D. *Histoire contemporaine.*

Epreuves écrites.

- 1° Histoire économique générale.
- 2° Economie sociale.

Epreuves orales.

- 1° Histoire économique spéciale.
- 2° Histoire de la Révolution et du XIX^e siècle.
- 3° Finances publiques.
- 4° Géographie économique.
- 5° Droit constitutionne comparé.
- 6° Le drame et le roman social au XIX^e siècle.

PROGRAMME E. *Histoire nationale.*

Epreuves écrites.

- 1° Histoire économique.
- 2° Droit public fédéral et cantonal.

Epreuves orales.

- 1° Histoire économique suisse.
 - 2° Paléographie.
 - 3° Diplomatie.
 - 4° Histoire nationale.
 - 5° Finances publiques.
 - 6° Géographie économique.
 - 7° Droit constitutionnel comparé.
 - 8° Un auteur (poète, romancier, historien, etc). suisse.
-

Licence ès sciences économiques.

Art. 47. — Pour obtenir le grade de licencié ès sciences économiques, on doit subir trois examens successifs dans trois sessions différentes.

Les candidats paient une somme de 30 francs avant chacun des deux premiers, et de 40 francs avant le dernier.

Les candidats dispensés du premier examen, qui ne sont pas gradués de l'Université de Genève, payent 60 fr. en s'inscrivant pour le deuxième.

Art. 47 bis. — Les candidats à la licence ès sciences économiques doivent être immatriculés dans la Faculté des Sciences économiques et sociales. Toutefois sont admis au premier examen les candidats immatriculés dans la Faculté des Sciences.

Les candidats aux différents examens doivent faire la preuve qu'ils ont pris une part active aux conférences afférentes à toutes les matières sur lesquelles portent ces examens.

Sont admis à se présenter au *premier examen* :

1° Ceux qui justifient de deux semestres d'études régulières dans cette Faculté.

2° Ceux qui, par des diplômes ou des certificats, font preuve d'études équivalentes. Le Bureau, sur le préavis de la Faculté, statue sur cette équivalence.]

Sont admis à se présenter au *second examen* :

1° Les candidats qui justifient de quatre semestres d'études régulières dans la Faculté, dont deux au moins depuis qu'ils se sont présentés au premier examen, ou d'études équivalentes, et qui ont subi avec succès le premier examen.

2° Les porteurs du diplôme de bachelier en théologie, de bachelier ès sciences, de licencié ou de docteur d'une des Facultés de l'Université, ou de titres jugés équivalents par le Bureau, sur le préavis de la Faculté, — qui justifient de deux semestres d'études régulières dans la Faculté ou d'études équivalentes.

Sont admis à se présenter au *troisième examen* les candidats qui justifient de six semestres d'études régulières dans la Faculté, dont deux au moins depuis qu'ils se sont présentés au premier examen, ou d'études équivalentes, et qui ont subi avec succès le second examen.

Art. 47 *ter*. — La licence ès sciences économiques comporte deux modalités, dont les programmes diffèrent partiellement : la modalité A (Générale) et la modalité B (Mathématiques). La mention de la modalité choisie figurera sur le diplôme, ainsi que le programme des matières sur lesquelles aura porté l'examen.

Dans l'appréciation des différents examens les notes obtenues pour les épreuves de mathématiques comptent pour le double des notes obtenues pour les autres épreuves.

Art. 48. — Les épreuves du *premier examen* sont les suivantes :

Epreuves écrites.

- 1° Eléments des mathématiques supérieures.
- 2° Economie politique.

Epreuves orales.

- 1° Philosophie des sciences.
- 2° Statistique générale.
- 3° (Mention A) Anthropologie.

Les épreuves du *second examen* sont les suivantes :

Epreuves écrites.

- 1^o Economie sociale.
- 2^o (Mention A) Finances publiques.
- 2^o (Mention B) Calcul différentiel et intégral.

Epreuves orales.

- 1^o Psychologie expérimentale.
- 2^o Géographie économique.
- 3^o (Mention A) Economie publique.
- 3^o (Mention B) Finances publiques.

Les épreuves du *troisième examen* sont les suivantes :

Epreuves écrites.

- 1^o Histoire économique.
- 2^o Statistique spéciale.
- 3^o (Mention A) Economie politique spéciale.
- 3^o (Mention B) Calcul des probabilités et théorie des assurances.

Epreuves orales.

- 1^o Sociologie.
 - 2^o Economie commerciale.
 - 3^o (Mention A) Hygiène publique et sociale.
 - 3^o (Mention B) Economie politique spéciale.
-

Licence en sociologie.

Art. 49. — La licence en sociologie comporte deux modalités, dont les programmes diffèrent partiellement, la modalité A (*Philosophie de l'histoire*) et la modalité B (*Mathématiques et Biologie*). La mention de la modalité choisie figurera sur le diplôme, ainsi que le programme des matières sur lesquelles aura porté l'examen.

Au cas où les options prévues par les deux premiers examens de la mention B auraient pour effet d'éliminer toute épreuve sur les mathématiques ou sur l'une des branches du groupe suivant : Botanique, Zoologie, Psychologie expérimentale, la mention serait exclusivement : *Biologie* ou *Mathématiques*.

Art. 49 bis. — Pour obtenir la licence en sociologie mention A, on doit subir deux examens successifs dans deux sessions différentes.

Les candidats payent avant chaque examen une somme de fr. 50.

Pour obtenir la licence en sociologie mention B, on doit subir trois examens successifs dans trois sessions différentes.

Les candidats payent une somme de 30 fr. avant chacun des deux premiers examens, et de 40 fr. avant le dernier.

Les candidats dispensés du premier examen, qui ne sont pas diplômés de l'Université de Genève, paient en s'inscrivant pour le deuxième une somme de 100 fr. s'ils ont choisi la mention A et de 60 fr. s'ils ont choisi la mention B.

Art. 49 ter. — Les candidats à la licence en sociologie doivent être immatriculés dans la Faculté des Sciences économiques et sociales.

Toutefois sont admis au premier examen de la licence mention B les candidats immatriculés dans la Faculté des Sciences.

Sont admis à se présenter au *premier examen* :

1^o Ceux qui justifient de quatre semestres (mention A) ou de deux semestres (mention B) d'études régulières dans la Faculté des sciences économiques et sociales.

Les candidats doivent en outre faire la preuve qu'ils ont pris une part active aux conférences ou travaux de laboratoire correspondants aux matières enseignées à la Faculté des Sciences sur lesquelles porte leur examen et à trois autres conférences (mention A) ou une autre conférence (mention B) se rapportant au programme.

2^o Ceux qui, par des diplômes ou des certificats, font preuve d'études équivalentes. Le Bureau, sur le préavis de la Faculté, statue sur cette équivalence.

Sont admis à se présenter au *second examen* :

1^o Les candidats qui justifient de six semestres (mention A) ou de quatre semestres (mention B) d'études régulières dans la Faculté, dont deux au moins depuis qu'ils se sont présentés au premier examen, ou d'études équivalentes, et qui ont subi avec succès le premier examen.

2^o Les porteurs du diplôme de bachelier en théologie, de bachelier ès sciences, de licencié ou de docteur d'une des Facultés de l'Université ou de titres jugés équivalents par le Bureau, sur le préavis de la Faculté, qui justifient de deux semestres d'études régulières dans la Faculté ou d'études équivalentes.

Les candidats doivent faire la preuve qu'ils ont pris une part active à une conférence d'histoire générale pendant deux semestres.

Sont admis à se présenter au *troisième examen* (mention B) les candidats qui justifient de six semestres d'études régulières

dans la Faculté, dont deux au moins depuis qu'ils se sont présentés au premier examen (ou d'études équivalentes, et qui ont subi avec succès le second examen).

Licence en zoÉologie, Mention A (Philosophie de l'histoire).

Les épreuves du premier examen sont les suivantes :

Epreuves écrites.

1° Psychologie expérimentale.

2° Economie politique.

Epreuves orales.

1° Philosophie et classification des sciences.

2° Anthropologie.

3° Linguistique.

4° Géographie politique.

5° Systèmes politiques.

6° Statistique générale.

7° Eléments du droit.

Les épreuves du second examen sont les suivantes :

Epreuves écrites.

1° Sociologie.

2° Histoire économique.

3° Statistique spéciale.

Epreuves orales.

1° Economie sociale.

2° Histoire de la philosophie.

3° Histoire des institutions politiques.

4° Histoire du droit.

5° Histoire des religions.

6° Histoire de la pédagogie.

7° Histoire de l'art ou histoire littéraire, au choix du candidat.

Licence en sociologie, Mention B (Mathématiques et Biologie).

Les épreuves du premier examen sont les suivantes :

1^o Eléments de Mathématiques supérieures (écrit) ; Botanique (oral) ou Zoologie (oral). [Une branche au choix du candidat.]

2^o Economie politique (écrit).

3^o Statistique générale (écrit).

4^o Systèmes politiques (oral).

5^o Philosophie et classification des Sciences (oral).

Les épreuves du second examen sont les suivantes :

son 1^o Economie sociale (écrit).

2^o Anthropologie (oral).

3^o Géographie politique (oral).

4^o Histoire des religions ou Histoire du droit (oral). [Option].

5^o Une branche, au choix du candidat, dans le groupe suivant : Calcul différentiel et intégral (écrit), Botanique (oral), Zoologie (oral), Psychologie expérimentale (oral).

Le candidat ne pourra pas choisir une branche pour laquelle il aurait déjà opté au premier examen.

S'il choisit la psychologie expérimentale, il devra subir une sixième épreuve portant sur :

6^o La Pédagogie générale.

Les épreuves du troisième examen sont les suivantes :

Epreuves écrites.

1^o Sociologie.

2^o Histoire économique.

Epreuves orales.

1^o Histoire de la philosophie ou linguistique (option).

2^o Statistique spéciale.

3^o Géographie économique.

Licence ès sciences politiques.

Art. 47 du règlement général. — Pour obtenir le grade de licencié ès sciences politiques, on doit subir un examen composé d'épreuves écrites et d'épreuves orales.

Les candidats payent une somme de 50 fr. avant l'examen.

Art. 48. — Les candidats à la licence ès sciences politiques doivent être immatriculés dans la Faculté des Sciences économiques et sociales.

Sont admis à se présenter à l'examen :

a) Les personnes qui justifient de quatre semestres d'études régulières dans la Faculté de Droit de Genève et de deux semestres d'études régulières dans la Faculté des Sciences économiques et sociales et qui ont subi avec succès les examens suivants à la Faculté de Droit :

Epreuves écrites.

- 1° Une composition d'économie politique.
- 2° Une composition de droit privé (romain, suisse, français ou allemand).

Epreuves orales.

Des interrogations sur :

- 1° La géographie politique et économique.
- 2° L'histoire des institutions politiques de la Suisse.
- 3° Les éléments du droit.
- 4° L'histoire externe du droit (romain, germanique et comparé).
- 5° Le droit pénal (partie générale) et la procédure pénale.
- 6° Le droit privé (même option que ci-dessus).

b) Les porteurs de diplômes et certificats équivalents. Le Bureau, sur le préavis de la Faculté de Droit, statue sur cette équivalence. Il peut aussi accorder une dispense partielle.

c) Les licenciés en droit de l'Université de Genève.

Les candidats doivent en outre faire la preuve qu'ils ont pris une part active :

1^o à une conférence d'histoire générale pendant deux semestres ;
2^o à une conférence de droit privé pendant un semestre d'hiver et à deux autres conférences de droit pendant un semestre chacune ;

3^o pendant un semestre au moins, à trois conférences dirigées par des professeurs de la Faculté et portant sur des matières du programme d'examen. Ceux qui ne satisfont pas à cette condition sont tenus de présenter, deux mois avant l'examen, un travail de leur composition portant sur l'une des branches du programme.

Art. 49 bis. — Les épreuves de l'examen sont les suivantes :

Epreuves écrites.

- 1^o Une composition de droit public et de droit constitutionnel comparé.
- 2^o Une composition d'histoire économique.
- 3^o Une composition de statistique.

Epreuves orales.

Des interrogations sur :

- 1^o Le droit international et l'histoire diplomatique.
 - 2^o Le droit public et administratif fédéral (pour les étudiants suisses).
 - 3^o Le droit commercial (sociétés, transports, assurances).
 - 4^o Les finances publiques.
 - 5^o L'économie sociale.
 - 6^o La sociologie.
 - 7^o Les systèmes politiques.
-

203

La discussion étant ouverte sur ce projet, et aucune objection n'étant formulée sur les articles 43 à 45 bis, qui sont conformes aux règlements des autres Facultés, ces articles sont considérés comme adoptés.

A propos de l'art. 45 ter, M. Werner, doyen de la Fac. des Lettres, regrette d'y voir figurer, sous la rubrique C (Education), une modalité de la licence ès sciences sociales dont la pédagogie constituerait l'élément essentiel. Or la chaire de pédagogie a été attribuée à la Fac. des Lettres, et cette Faculté compte lui donner un plus grand développement en créant un diplôme pédagogique, ainsi qu'un séminaire et peut-être un Institut de pédagogie. En instituant un examen analogue, la Fac. des Sc. écon. et sociales risque de provoquer des confusions. Néanmoins M. Werner annonce que la Fac. des Lettres ne fera pas opposition sur ce point au projet en discussion. Elle demande seulement que liberté entière lui soit laissée pour établir les diplômes et l'Institut qu'elle a en vue.

M. Ed. Claparède estime que la licence de la Fac. des Sc. écon. et sociales (modalité C) et le diplôme pédagogique de la Fac. des Lettres ne se feront pas concurrence. La première aura son importance pour les sociologues théoriciens, le second sera pris par les futurs instituteurs. Il espère qu'un accord se fera sur ce point entre les deux Facultés.

M. Malsch est du même avis; il pense qu'en ce qui concerne la pédagogie, les deux Facultés sont appelées à se rendre des services réciproques; il voudrait même que l'Institut projeté ne fût partie ni de l'une ni de l'autre, mais fût placé sous le contrôle de toutes deux à la fois; c'est ainsi qu'il serait le plus profitable à l'Université.

M. Milhaud remercie la Fac. des Lettres de sa déclaration de ne pas s'opposer à ce que la pédagogie trouve sa place dans les programmes d'examens de la nouvelle Faculté. Il expose ensuite les avantages de l'innovation que renferme la 2^e partie de l'art. 45 ter (mention sur le diplôme des matières sur lesquelles aura porté l'examen).

le Sénat adopte à l'unanimité l'article 45 ter, avec cette restriction que la modalité D (Histoire) reste réservée à une discussion ultérieure.

M. Ph. Guze fait observer qu'un certain nombre des sujets d'examens du projet correspondent à des enseignements qui n'existent pas actuellement. Il voit des inconvénients à ce mode de procéder, qui pourrait sembler constituer autant de préavis déguisés en faveur de la création de nouvelles chaires. Il vaudrait mieux, selon lui, ou demander franchement ces créations, ou indiquer au programme que certains sujets doivent être étudiés par les candidats en dehors des cours. M. Guze se demande en outre si le projet si complexe de la nouvelle Faculté pourra être entièrement mis à exécution dès le semestre prochain, et s'il ne serait pas préférable de procéder par phases successives à l'établissement des programmes d'examens.

M. Milhaud répond que les professeurs qui seront prochainement nommés se trouveront en mesure de pouvoir, à tous les enseignements prévus, tant à ceux de l'anthropologie et de deux branches mathématiques (théorie des assurances et calcul des probabilités); ces dernières devront peut-être être remplacées provisoirement par d'autres branches analogues.

M. Cailler fait remarquer que ces deux derniers enseignements n'existent pas officiellement; il n'est pas tenu de les donner, et s'il le fait, ce n'est pas d'une façon régulière. Le cours de Calcul des probabilités ne peut du reste être fait qu'à la Fac. des Sciences, et ne pourrait lui être donné en faveur de la Fac. des Sc. économiques et sociales, si celle-ci était tentée de le revendiquer pour satisfaire aux exigences de son programme.

M. Milhaud donne à M. Cailler l'assurance que telle n'est aucunement l'intention de la Fac. des Sc. éco. et sociales.

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

Séance levée à 6 h 45

Le Secrétaire par intérim
 Ernest Tillet

Séance du samedi 16 juin à 5 h.

Présidence de M. Rehfoers, recteur

Présents : MM. De Cise, Werner, Fehr, Choisy, Moriaud, Pictet, membres du Bureau - Bally, Caillier, Rappard, Ed. Claparède, Milhaud, Wuarin, Rochat, Fulliquet, Muret, Ph. Guye, C. E. Guye, Duparc, Balavoine, Mounier, Malsch, Veyrassat, Bouvier, R. Gautier, Seitz, Yung, Bourgeaud, de Seigneux.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Suite de la discussion sur les programmes d'examen de la Fac. des Sciences écon. et sociales.

Article 45 ter. Modalités A, B et C. M. Milhaud

dit que la Fac. des Sc. écon. et sociales ne croit pas devoir satisfaire à une demande du Doyen de la Fac. de Théologie, tendant à introduire, dans la mention A, l'Histoire du christianisme à côté de l'Histoire des religions. Il est sous-entendu que la ^{seconde} première ~~composante~~ est contenue dans la seconde. - Après quelques explications de MM. Muret et Werner, le Sénat se déclare d'accord.

Article 45 ter. Modalité D (Histoire)

M. Werner trouve qu'il est anormal qu'un examen de la Fac. des Sc. sociales porte ^{essentiellement} sur une branche qui est enseignée à la Fac. des Lettres. Il est vrai qu'on a offert à cette dernière de prendre cet examen à sa charge, mais elle ne pouvait le faire sans en changer entièrement le caractère; elle a donc refusé. Mais les professeurs de la Fac. des Lettres n'entendent point être liés par ce refus, ni sembler admettre par là que de nouveaux cours d'histoire, basés sur une conception différente de la leur, puissent être créés de la Fac. des Sc. sociales pour satisfaire aux exigences de son programme.

M. Muret critique vivement le programme D. Il n'est selon lui ni approfondi, ni équilibré, et ne s'adresse qu'à des historiens amateurs. Les langues, dont la connaissance est nécessaire à l'historien, n'y figurent pas. Il ne lui donnera pas sa voix.

M. Moriaud demande à la Fac. des Sc. écon. et sociales de supprimer simplement de son programme la mention D, quitte à l'y réintroduire lorsqu'elle aura été plus mûrement étudiée.

M. Rappard regrette que cette opposition des se

manifeste se fait. Il répond aux critiques formulées par M. Muret et défend la conception de l'histoire telle que la comprend la Fac. des Sc. Sociales. Il n'est pas opposé à certaines modifications ou suppressions, mais ne veut pas, en retirant cet examen, mutiler le projet tout entier.

M. Seib déclare que les 3. professeurs d'histoire ont été consultés, mais ils n'ont pu examiner le programme que superficiellement; ils ont proposé quelques modifications, auxquelles il a été fait droit. Ce qui reste n'est pas parfait, mais répond à une conception de l'histoire qui est intéressante et acceptable, tout en n'étant pas celle de la Fac. des Lettres.

M. Le Crec estime qu'on peut accepter le projet; les professeurs d'histoire continueront à enseigner suivant leurs méthodes, et la nouvelle Fac. ne pourra qu'en tirer profit à son point de vue.

M. Ed. Chapard serait heureux de voir introduire dans le programme la psychologie, qui est propre à faciliter beaucoup l'interprétation des faits historiques. Mais il ne fait aucune proposition à cet égard, le programme étant déjà suffisamment chargé.

M. Michaud reconnaît les imperfections du projet. C'est une ébauche que l'on modifiera plus tard. Mais il recommande de l'adopter en bloc. En supprimant la mention D, on romprait tout l'équilibre du système.

M. Balassine, Duparc et Malsch, parlent dans le même sens. MM. Borgeaud et Bouvier déclarent qu'ils voteront pour le projet malgré ses imperfections.

M. Yung demande si le programme sera réalisable dès le semestre prochain, avec les chaires qui existent à ce moment.

M. Michaud lui répond qu'il en sera ainsi, sauf pour ce qui concerne l'anthropologie. En attendant que cette chaire soit créée, on pourrait admettre et suppléer par un cours de privat-docent. Si tel n'était pas l'avis du Sénat, on rayerait l'anthropologie de tous les programmes où elle figure.

M. Michaud propose d'ajouter encore à la mention D la psychologie, et de réunir, dans la mention B, la paléographie et la diplomatique.

Ces deux amendements sont acceptés.

Le Sénat adopte ensuite à la majorité (plusieurs abstentions) l'ensemble de la mention D (histoire)

Licence ès-sciences économiques (art. 47 et 48)

M. Milhaud propose : 1° d'ajouter au dernier alinéa de l'art. 47 bis cette phrase : le délai de 6 semestres est ramené à 4 semestres pour les candidats visés à l'avant-dernier article.

2°, aux épreuves écrites du 3^e examen, de faire suivre les mots : "théorie des assurances", de ceux-ci : ou deux autres branches enseignées à la Fac. des Sciences et choisies par le candidat avec l'agrément de la Fac. des Sciences économiques et sociales.

Ces deux amendements, ainsi que le programme de la licence ès sciences économiques dans son ensemble, sont adoptés.

Licence en sociologie (art. 49, 49 bis et 49 ter)

M. Rappard propose de : 1° de modifier comme suit le dernier alinéa du second examen : les candidats doivent faire la preuve qu'ils ont pris, pendant 2 semestres, une part active à une conférence d'histoire générale et à 2 autres conférences se rapportant au programme.

2° d'ajouter à l'alinéa concernant le 3^e examen, les candidats doivent en outre faire la preuve qu'ils ont pris une part active, pendant 2 semestres, à 2 conférences se rapportant au programme.

M. Muret propose que le titre de la Mention A : Philosophie de l'histoire, soit remplacé par celui de : Histoire de la civilisation.

L'ensemble du programme de la licence en sociologie, modifié par ces 3 amendements, est adoptée.

Le programme de la Licence ès sciences politiques est également adopté par le Sénat, avec une modification proposée par M. Morand (disjonction du droit international et de l'histoire diplomatique).

Licence et Doctorat Es Sciences

M. Fehr présente le projet suivant, qui a été élaboré et adopté par la Faculté des Sciences. Les deux principaux changements qu'il entraîne, sont la transformation des baccalauréats en licences (avec programmes très légèrement modifiés), et la création d'une licence et d'un doctorat es sciences biologiques.

Séance du Sénat
du Samedi 26 Juin 1915.

PROJET

adopté par la Faculté des Sciences
dans sa séance du 23 Juin 1915.

LICENCE ET DOCTORAT ES SCIENCES

Articles à modifier :

14, 17, 20, 21, 52 (3), 53 à 58, 61 à 67, 72 à 75.

(Règlement de l'Université).

Article 14. — Les grades conférés sont :

1^o Ceux de bachelier ès lettres ; ès sciences médicales ; en théologie ;

2^o Ceux de licencié ès lettres ; ès sciences mathématiques ; ès sciences physiques et chimiques ; ès sciences physiques et naturelles ; ès sciences biologiques ; ès sciences sociales ; etc.

3^o Ceux de docteur ès lettres, etc. ; ajouter « ès sciences psychologiques » après « ès sciences naturelles ».

Article 17. — 2^{me} et 4^{me} alinéas : Ajouter la mention concernant les licences de la Faculté des Sciences :

3^{me} ligne : Après « ès lettres », ajouter « ès sciences » ;

9^{me} ligne : Après « licencié ès lettres », ajouter « de la licence ès sciences. »

Article 20. — 2^{me} ligne : Supprimer : « ou du baccalauréat ès sciences ».

Article 21. — 1^{re} ligne : Supprimer : « ou ès sciences » ;

Ajouter à la fin du 2^{me} alinéa : « le tout sous réserve des dispositions prévues à l'art. 74 pour le fractionnement des examens des divers grades et diplômes de la Faculté des sciences ».

14^{me} ligne : lire « session » au lieu de « section ».

Article 52 (3). — Supprimer le troisième alinéa.

Ce projet est adopté par le Sénat, sans discussion, à la majorité.

Licence ès Lettres (Mention Histoire). M. Werner, doyen de la Fac. des Lettres propose la modification suivante au règlement de la licence ès lettres (voir ci-dessus)

Adopté également sans discussion.

Séance levée à 7 h 35.

Le Secrétaire par intérim

Aurétien

Séance du Sénat
du Samedi 26 Juin 1915.

PROJET
adopté par la Faculté des Sciences
dans sa séance du 23 Juin 1915.

LICENCE ET DOCTORAT ÈS SCIENCES

Articles à modifier :

14, 17, 20, 21, 52 (3), 53 à 58, 61 à 67, 72 à 75.

(Règlement de l'Université).

Article 14. — Les grades conférés sont :

1^o Ceux de bachelier ès lettres ; ès sciences médicales ; en théologie ;

2^o Ceux de licencié ès lettres ; ès sciences mathématiques ; ès sciences physiques et chimiques ; ès sciences physiques et naturelles ; ès sciences biologiques ; ès sciences sociales ; etc.

3^o Ceux de docteur ès lettres, etc. ; ajouter « ès sciences psychologiques » après « ès sciences naturelles ».

Article 17. — 2^{me} et 4^{me} alinéas : Ajouter la mention concernant les licences de la Faculté des Sciences :

3^{me} ligne : Après « ès lettres », ajouter « ès sciences » ;

9^{me} ligne : Après « licencié ès lettres », ajouter « de la licence ès sciences ».

Article 20. — 2^{me} ligne : Supprimer : « ou du baccalauréat ès sciences ».

Article 21. — 1^{re} ligne : Supprimer : « ou ès sciences » ;

Ajouter à la fin du 2^{me} alinéa : « le tout sous réserve des dispositions prévues à l'art. 74 pour le fractionnement des examens des divers grades et diplômes de la Faculté des sciences ».

14^{me} ligne : lire « session » au lieu de « section ».

Article 52 (3). — Supprimer le troisième alinéa.

CHAPITRE VII

GRADES SCIENTIFIQUES

A) LICENCE ÈS SCIENCES

Art. 53. — Sont admis à postuler l'un des grades de licence délivré par la Faculté des Sciences, les étudiants de l'Université de Genève qui ont été régulièrement inscrits aux cours théoriques dont les sujets figurent aux programmes des examens de ces licences.

De plus, tout candidat à la licence ès sciences mathématiques doit fournir, par une attestation, la preuve qu'il a suivi deux semestres d'exercices de mathématiques sur chacune des branches suivantes : Algèbre et Géométrie, Calcul différentiel et intégral, Mécanique rationnelle), et qu'il a pris une part active aux travaux des Conférences de mathématiques. Les candidats à la licence ès sciences mathématiques peuvent remplacer un semestre d'exercices de mathématiques par un semestre d'exercices pratiques de laboratoire (branches 7, 8 ou 9 de l'art. 55).

Tout candidat à la licence ès sciences physiques et chimiques, ès sciences physiques et naturelles ou ès sciences biologiques, doit présenter une attestation de quatre semestres d'exercices pratiques hebdomadaires et de deux semestres de travaux pratiques dans un laboratoire. Les candidats à la licence ès sciences physiques et chimiques ou ès sciences biologiques peuvent

remplacer un semestre d'exercices pratiques de laboratoire par un semestre d'exercices de mathématiques.

Les personnes qui, satisfaisant aux conditions stipulées dans l'art. 29, se font immatriculer en s'inscrivant pour l'examen (voir art. 14) devront justifier d'inscriptions et de certificats équivalents à ceux exigés des étudiants.

Art. 54. — Les épreuves imposées aux candidats sont un examen oral et un examen écrit ; les candidats ne subissent l'examen écrit que si l'examen oral correspondant a été déclaré admis.

A la demande du candidat, l'examen peut être fractionné, conformément à l'art. 74.

Les personnes qui ont obtenu l'une des licences de la Faculté des Sciences et qui en postulent une autre sont dispensées de l'examen oral et écrit sur les matières communes aux deux grades. Toutefois la dispense ne sera accordée que pour les épreuves orales ou écrites dans lesquelles le candidat aura obtenu un chiffre au moins égal à 4.

a) Licence ès sciences mathématiques.

Art. 55. — L'examen oral comprend les branches suivantes :

1. L'Algèbre et la Géométrie ; — 2. Le Calcul différentiel et intégral ; — 3. L'Analyse supérieure ; — 4. La Mécanique rationnelle ; — 5. L'Astronomie ; — 6. La Géographie physique et la Météorologie ; — 7. La Physique ; — 8. La Chimie inorganique ou la Chimie organique, ou la Chimie théorique ; — 9. La Minéralogie (Cristallographie).

L'examen écrit porte sur les branches suivantes :

1. L'Algèbre et la Géométrie ; — 2. Le Calcul différentiel et

intégral ; — 3. La Mécanique rationnelle ; — 4. L'Astronomie.
(Pour ces deux examens, voir le *Programme détaillé*.)

b) Licence ès sciences physiques et chimiques.

Art. 56. — L'examen oral comprend les branches suivantes :

1. La Physique générale et la Chaleur ; — 2. L'Electricité et l'Optique ; — 3. La Chimie inorganique et organique ; — 4. La Chimie théorique ; — 5. La Minéralogie ; — 6. Les Eléments de mathématiques supérieures (programme spécial) ; — 7. Le Calcul différentiel et intégral (programme spécial) ; — 8 et 9. Deux des branches suivantes au choix du candidat¹ : la Mécanique rationnelle, l'Astronomie, la Géographie physique et la Météorologie, la Géologie, la Botanique générale, la Zoologie et l'Anatomie comparée.

L'examen écrit porte sur les branches suivantes :

1. La Physique ; — 2. La Chimie inorganique et organique ; — 3. La Chimie théorique ; — 4. La Minéralogie.

(Pour ces deux examens voir le *Programme détaillé*.)

c) Licence ès sciences physiques et naturelles.

Art. 57. — L'examen oral comprend les branches suivantes :

1. La Physique ; — 2. La Chimie inorganique et organique ; — 3. La Chimie théorique ; — 4. La Minéralogie ; — 5. La Géologie et la Paléontologie ; — 6. La Botanique générale ; — 7. La Botanique systématique ; — 8. La Zoologie ; — 9. L'Anatomie comparée.

¹ Pour le choix des branches, voir les conseils que donne le *Programme détaillé de la licence ès sciences*.

L'examen écrit porte sur les branches suivantes :

1. La Physique ; — 2. La Géologie et la Paléontologie ; —
3. La Botanique ; — 4. La Zoologie et l'Anatomie comparée.

(Pour ces deux examens, voir le *Programme détaillé*.)

d) Licence ès sciences biologiques.

Art. 58. — L'examen oral comprend les branches suivantes :

1. La Botanique ; — 2. La Zoologie et l'Anatomie comparée ; — 3. La Psychologie expérimentale ; — 4. La Physiologie humaine ; — 5. La Physique ; — 6. La Chimie inorganique et organique ; — 7. L'une des branches suivantes au choix du candidat : L'Embryologie, les Eléments de mathématiques supérieures, le Calcul différentiel et intégral, la Chimie théorique.

L'examen écrit porte sur les branches suivantes :

1. La Botanique ; — 2. La Zoologie ; — 3. La Psychologie expérimentale ; — 4. La Physiologie humaine.

(Pour ces deux examens, voir le *Programme détaillé*.)

C) DOCTORAT ÈS SCIENCES

Art. 61. — 2^{me} ligne : Remplacer : « l'un des baccalauréats ès » par « l'une des licences de la Faculté des ».

Art. 62. — Il y a quatre doctorats ès sciences, savoir : le doctorat ès sciences mathématiques ; le doctorat ès sciences physiques ; le doctorat ès sciences naturelles, et le doctorat ès sciences psychologiques.

Le champ de l'examen du doctorat comprend trois branches ; la branche que le candidat déclare avoir approfondie porte le nom de branche principale, les deux autres sont dites complémentaires.

Le champ de l'examen du doctorat ès sciences mathématiques comprend : les Mathématiques pures ; la Mécanique rationnelle et l'Astronomie.

Le champ de l'examen du doctorat ès sciences physiques comprend : la Physique, la Chimie et la Minéralogie.

Le champ de l'examen du doctorat ès sciences naturelles comprend : la Géologie, la Botanique et la Zoologie.

Le champ de l'examen du doctorat ès sciences psychologiques comprend : la Psychologie expérimentale comme branche principale, la Botanique et la Zoologie comme branches complémentaires.

A la demande du candidat, la Faculté peut permettre un autre groupement des branches complémentaires appartenant au champ des examens de doctorat. Suivant la nature de la thèse, elle peut aussi permettre le remplacement de l'une des branches complémentaires par une autre non comprise dans la liste ci-dessus, pourvu que la nouvelle branche appartienne aux enseignements de la Faculté des Sciences.

Art. 63. — Les épreuves exigées pour obtenir le grade de docteur consistent en :

1^o Un examen oral portant sur la branche principale et sur les deux branches complémentaires.

Pour les licenciés de la Faculté des Sciences de l'Université de Genève le champ de l'examen oral sur les branches complémentaires est réduit à des chapitres choisis désignés par le professeur avec l'approbation de la Faculté. Toutefois cette mesure concerne exclusivement les branches complémentaires pour lesquelles le candidat a obtenu une note au moins égale à 4 à l'examen oral de la licence.

2^o Une épreuve écrite portant sur la branche principale.

3^o La présentation d'une thèse en français admise par la Faculté et dont le sujet est laissé au choix du candidat.

Art. 64. — 5^{me} ligne : Remplacer « Accessoires » par « complémentaires ».

Art. 65. — Ajouter ; « L'examen peut être fractionné conformément aux dispositions de l'art. 74.

Art. 66. — Supprimer la seconde phrase.

Art. 67. — Sans changement.

Art. 72. — 4^{me} ligne : Remplacer « l'un des baccalauréats ès sciences » par « l'une des licences de la Faculté des Sciences ».

Art. 73. — Ajouter après la 1^{re} phrase du titre II : « L'examen peut être fractionné conformément aux dispositions de l'article 74.

Art. 74. — Dans le titre remplacer « baccalauréat » par « licence » et supprimer « du diplôme d'ingénieur-chimiste », le fractionnement, pour ce diplôme étant prévu à l'art. 2 du nouveau règlement.

Le premier alinéa débutera comme suit :

« A la demande du candidat, et en dérogation aux dispositions contraires de l'art. 21 (2^e alinéa), les examens de la licence ès sciences, du doctorat ès sciences et du certificat d'aptitude peuvent être fractionnés... »

Le second alinéa sera rédigé comme suit :

« Les examens oraux scindés ne sont admis que si le candidat obtient pour chaque épreuve, la note correspondant au moins à la moyenne 4, exigée sur l'ensemble de l'examen par l'art. 21 du Règlement. Si l'examen oral subi dans une même session comprend trois épreuves au moins, il est apprécié dans son ensemble et d'après la moyenne des chiffres obtenus sur ces branches ».

Les examens écrits scindés sont admis si, pour chaque épreuve, la note obtenue, ou la moyenne de cette note combinée avec celle relative à l'examen oral correspondant, atteint au moins 4.

Troisième alinéa, remplacé par :

« Les examens scindés peuvent être échelonnés sur une période de trois ans ; il ne peut être accordé un délai plus long, qu'avec l'autorisation de la Faculté. »

Art. 75. — Les candidats qui désirent bénéficier des présentes dispositions doivent acquitter les droits de graduation en deux fois, de la façon suivante :

a) Pour la licence, 50 francs en s'inscrivant pour la première épreuve orale, et 50 francs en s'inscrivant pour la quatrième épreuve orale.

b) Pour le certificat d'aptitude à l'enseignement des sciences, 50 francs en s'inscrivant pour la première partie des examens, et 50 francs en s'inscrivant pour la deuxième partie.

c) Pour le doctorat ès sciences, 100 francs en s'inscrivant pour le premier examen, et 100 francs en s'inscrivant pour le deuxième.

En cas d'insuccès, les candidats peuvent s'inscrire à nouveau en versant pour chaque épreuve à refaire un droit supplémentaire de graduation, fixé comme suit :

a) Pour une épreuve de la licence ou du certificat d'aptitude à l'enseignement des sciences, 20 fr.

b) Pour une épreuve orale ou écrite du doctorat : 50 fr.

La moitié des droits supplémentaires exigés pour l'inscription aux examens à refaire est versée au fond de la Faculté.

En cas d'insuccès, le remboursement de la moitié des droits de graduation (v. art. 27) n'a lieu que si le candidat a, par ses versements partiels, payé la totalité des droits et s'il déclare renoncer à poursuivre l'examen dans une autre session.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1° Les dispositions réglementaires ci-dessus entrent immédiatement en vigueur ; sont abrogées toutes les dispositions du Règlement de l'Université concernant le baccalauréat ès sciences de la Faculté des Sciences.

2° Les personnes qui ont déjà subi des épreuves partielles du baccalauréat ès sciences peuvent terminer l'examen d'après l'ancien règlement ou continuer d'après le règlement de la licence en payant la finance supplémentaire. Toutefois les examens déjà

subis ne sont comptés pour la licence que si la moyenne des chiffres atteint 4 ; si la moyenne est inférieure à 4, l'examen reste acquis pour les branches atteignant séparément 4.

3° Les bacheliers de la Faculté des Sciences qui ont obtenu leur grade avec la mention « approbation » sont mis au bénéfice du nouveau règlement pour ce qui concerne l'admission aux examens de doctorat (art. 61 à 63).

209

S é a n c e d u S é n a t (Samedi 26 Juin 1915)

Modifications proposées à l'examen de la
Licence ès Lettres (mention Histoire)
(Voir règlement de la Licence ès Lettres, édition 1913)

I e r E x a m e n

p. 4, ligne 17. après " dans l'ordre des Lettres modernes "
ajouter : " et dans celui de l'histoire ".

2 è m e E x a m e n

P. 6. Epreuves écrites

- 1° Une dissertation sur un sujet emprunté à une partie de l'histoire dont le candidat aura fait une étude spéciale.
- 2° Une dissertation sur un sujet d'histoire économique.
- 3° Une dissertation sur l'histoire des institutions politiques, ou sur l'archéologie, ou sur l'égyptologie, ou sur la géographie historique, ou sur l'histoire d'une littérature, ou sur l'histoire de la philosophie, ou sur l'histoire des religions, ou sur l'économie politique, au choix du candidat.

Epreuves orales

P. 7, N° 4 après " d'une charte (latine ou française) du moyen âge ", ajouter : " ou bien d'un document d'histoire diplomatique, au choix du candidat ".

M. Albert Almand au Bureau s'il est vrai
 qu'il est question d'un redoublement de la chaire
 de M. Dabovim. Il voudrait mettre en garde
 le Bureau et le Sénat contre un redoublement
 qui risquerait de le faire passer pour l'Université
 être régulièrement consulté. Donner
 M. le D^r de la Fac. de Théol. ~~le~~ à ce
 propos quelques éclaircissements.

Le procès-verbal est approuvé séance Tenante.

La séance est levée à 6 h. 30

Le Secrétaire

Séance du 3 Septembre 1915

Président : M. Pichonnet

Présents : M^{rs} Pichon, De Gue, Werner, Morand, Tché, Garatin m. du bureau. -

M^{rs} le Prof. P. A. Guye, Giltz, Dard m^{rs}, Goursien, Még-vand, Méthand, Vendury, Rappard, Hersch, Vollier. -

Excusés : M^{rs} P. Ottomane - Faillard.

M^{rs} le R^e souhaite la bienvenue à M^{rs} le Prof. Goursien, Hersch, Vollier et Vendury. -

Il fait distribuer la list. des arrêtés du Conseil d'Etat. -
Il rend compte de la cérémonie d'inauguration de la 6^e Faculté, qui a été organisée d'accord avec le Dip^t et qui a couronné l'œuvre de son œuvre d'inauguration finie par le Conseil d'Etat chargé du Dip^t et l'Inst. publique. Cette séance a été suivie d'un dîner, auquel ont été invités les délégués des Un^{rs}. su^{rs}, les membres du bureau et les prof^{rs} de la Faculté de Sc. éco. et soc.

M^{rs} le Recteur annonce qu'il y a à ce jour 220 demandes d'immatriculation contre 150 l'an dernier ; la proportion des boursiers est considérable parmi les nouveaux étudiants. Il explique qu'il est obligé d'accorder d'assez nombreux délais pour le paiement des taxes de cours et de laboratoire aux étudiants ressortissants des pays belgiques. Les prof^{rs} restent libres d'exiger l'inscription immédiate pour leur laboratoire.

M^{rs} le R^e met ensuite à l'ordre du jour le projet de modification du règlement à approuver pour tenir compte des nécessités de la Fac. de Sc. éco. et soc. Il donne la parole au Doyen de la Fac. de Sc. éco. et soc. pour l'exposé de ce projet.

M^{rs} le Doyen de la Fac. de Sc. éco. et soc. expose le raison d'être de la création projetée de la licence es sc. com. merciales et de doctorat es sc. économiques, et du diplôme des hautes études com. et du diplôme d'expert comptable.

Ces créations sont approuvées sans discussion. -

Les adjonctions au l^{er} art. 21 et 22 de son l^{er} à son R^ecom. 2nd. M^{rs} Werner propose sur le chiffre 4 ex^{te} comme minimum pour certaines branches est bien élevé et voudrait le voir remplacé par le chiffre 3. M^{rs} Giltz remarque que c'est la 1^{re} fois que pour la licence es sc. com. on admet la notion de branches principales et de branches secondaires.

M^r Vallée répond que cette notion de branches principales est indispensable en ce qui concerne les ex. commerciales prop. d'ins. dans la loi. ex. ex. com. Il est pour le minimum 4 à paraître nécessaire.

M^r Dard répond d'abord que le classement des branches d'après leur importance dans l'examen doit être fait par l'attribution des valeurs différentes aux chiffres de différentes branches, qu'en exigeant des minima différents. Il propose de faire que le 0 doit être éliminatoire pour une branche dans l'ensemble de la licence et d'ajouter que cette partie du règlement devrait être modifiée pour toutes les licences. -

M^r Abriand remarque que les branches purement commerciales ont déjà une importance prévalente dans l'examen par le fait qu'elles comportent 2 examens écrit et oral.

M^r Abriand insiste sur l'importance de relever les exigences pour les examens de ex. commerciales.

M^r Vendry trouve aussi que les titres de ex. com. doivent comporter de sérieuses exigences, pour donner la garantie nécessaire. -

M^r Abriand propose un amendement portant: remplacer dans l'art. 21 al. 2 à la fin "n'est pas inférieur à 4" par "est supérieur à 3". -

Le 2^m de la V^e de la ex. ex. et ex. acceptant que la V^e accepte cet amendement, celui-ci est accepté par le Sénat. -

Les adjonctions aux art. 23 et 24 sont adoptées sans discussion; de même pour l'adjonction à l'art. 27.

A propos des articles concernant les conditions d'immatriculation, M^r Abriand trouve que ces articles entrent trop dans le détail et que la V^e sur ce point, pour lesquels la V^e devrait rester libre pour l'avenir.

Ces articles sont adoptés après discussion avec les modifications indiquées dans le texte ci-joint.

Les articles concernant la loi. ex. ex. com. sont adoptés sans discussion.

Les articles concernant la doc. ex. ex. com. sont adoptés avec un amendement de M^r Abriand: "Cet art. est remis au Roy en manuscrit afin à la machine à écrire en 3 exemplaires".

Dans les articles concernant l'institut commercial les articles concernant l'organisation générale et l'admission sont acceptés sans modification.

A propos de l'examen d'admission, l'épreuve de comptabilité et d'arithmétique commerciale est ajoutée aux examens écrits, rep. primée aux examens oraux.

A propos de l'admission au diplôme des Hautes études commerciales, M. Guez estime qu'exige 1 semestre d'études à l'institut ne suffit pas comme garantie pour un diplôme de 4 sem.

M. Vondruy répond qu'il y a souvent avantage à ce qu'un candidat en 2^e sem. change de milieu pendant ses études et que pendant un semestre les professeurs pourront suffisamment connaître un candidat pour avoir la garantie nécessaire.

Les articles concernant l'admission au diplôme et les examens du diplôme sont adoptés avec une modification à l'article concernant les conditions de l'admission et l'examen.

A propos du diplôme d'expert comptable M. Rappard fait observer que ce diplôme, purement technique, devrait être signé par l'administration de l'institut seulement, et non pas par le Doyen de la Fac. des L. écon. et com., qui n'en sera pas compétent.

M. le D.^{en} de la Fac. des L. écon. et com. demande la modification de l'article 24 avec une adjonction impliquant la signature du Doyen.

Le Quat adopte cette manière de voir.

Géane levée à 7 h. 10 min

Gararin secrétaire

Voir au dos les annexes.

Faculté des sciences économiques et sociales.

Modifications au Règlement de l'Université.

Grades.

Intercaler :

Art. 14² licence ès sciences commerciales.

Art. 14³ doctorat ès sciences économiques.

Art. 14⁵ diplôme de hautes études commerciales ;
diplôme d'expert-comptable. *replacer*

Art. 21 alinéa 2 et, pour la licence ès sciences commerciales, si le chiffre moyen de chacune des épreuves d'économie commerciale et de technique commerciale ~~n'est pas inférieur à 4.~~

est remplacé par 3.

Dispositions financières.

Intercaler :

Art. 23. ou dans une Ecole suisse de hautes études commerciales.

Art. 24 (après auditeurs de l'Université) ou de l'Institut de hautes études commerciales.

Droit de graduation.

Art. 27 ajouter :

Examen d'admission fr. 50.

Diplôme de hautes études fr. 100.

Diplôme d'expert-comptable fr. 200.

I.

Conditions d'immatriculation.

Art. 00. — Sont immatriculés dans la Faculté :

1. Les porteurs du certificat de maturité d'une des sections du Collège de Genève.

~~2. Les bacheliers en lettres et en sciences des Universités et Académies suisses et étrangères.~~

~~Les porteurs de la licence licéale italienne et les porteurs de certificats de maturité délivrés par un Gymnase (classique ou réel).~~

2. Les porteurs de diplômes commerciaux jugés équivalents aux certificats de maturité ¹⁾.

3. Les diplômés des Ecoles normales suisses reconnues par l'Etat.

~~4. Les personnes qui, par des certificats ou des diplômes, justifient d'études jugées équivalentes par le Bureau, sur le préavis de la Faculté.~~ *Le Bureau sur la proposition de la Faculté*
statue sur les équivalences.

Les candidats mentionnés sous chiffres 2, 3, 4 ne sont immatriculés que sous réserve de l'examen des grades dans chaque cas particulier.

Jusqu'à ce qu'il ait été organisé en dehors de l'Université une maturité commerciale, peuvent être immatriculés ceux qui subissent avec succès un examen complémentaire.

Cet examen sera passé devant une commission nommée par la Faculté et composée de professeurs ~~de la Faculté, de la Faculté des Lettres~~, du Collège et de l'Ecole Supérieure de Commerce.

¹⁾ Licence ès Sciences commerciales de l'Ecole cantonale de Commerce de Bellinzone. Certificats de maturité commerciale de la Kant. Handelsschule de Bâle, de la Section commerciale du Gymnase de Berne, de la Kant. Handelsschule de Zurich.

— 3 —

programme — *fait l'objet d'un règlement spécial*
Les épreuves de l'examen ~~sont les suivantes :~~
~~(Même programme que celui de la maturité commerciale de Bâle, Berne ou Zurich.)~~

III.

Licence ès sciences commerciales.

Art. 00. — La licence ès sciences commerciales comporte trois modalités dont les programmes diffèrent partiellement :

- A. Economie privée.
- B. Economie publique.
- C. Enseignement.

La mention de la modalité choisie par le candidat figure sur le diplôme ainsi que la liste des matières sur lesquelles a porté l'examen.

Art. 00. — Pour obtenir le grade de licencié ès sciences commerciales, le candidat doit subir deux examens successifs, consistant chacun en épreuves écrites et en épreuves orales. Sur demande motivée du candidat, les deux examens peuvent être réunis en une seule session.

Des dispenses sont accordées à ceux qui auront déjà subi avec succès des examens jugés équivalents (voir art. 46).

Art. 00. — Les candidats à la licence ès sciences commerciales doivent être immatriculés dans la Faculté des Sciences Economiques et Sociales et justifier :

a) Pour le premier examen : d'au moins deux semestres d'études universitaires, dont un dans la Faculté des Sciences Economiques et Sociales.

b) Pour le second examen : de six semestres d'études universitaires, dont les deux derniers dans la Faculté des Sciences Economiques et Sociales.

Sont assimilés aux semestres d'études universitaires, les semestres passés à l'Institut ou dans une autre Ecole de Hautes Etudes Commerciales.

Art. 00. — Sont dispensés du premier examen :

1. Les licenciés ès sciences sociales, ès sciences économiques, ès sciences politiques, en sociologie et en droit de l'Université de Genève ;

2. Les porteurs de titres jugés équivalents.

Conformément à l'art. 45, (b), les candidats énumérés ci-dessus peuvent se présenter au second examen après deux semestres d'études commerciales dans la Faculté des sciences économiques et sociales.

Les porteurs du diplôme de l'Institut des Hautes Etudes Commerciales de Genève ou de titres jugés équivalents sont dispensés des épreuves du premier examen qu'ils ont déjà subies.

Art. 00. — Les épreuves du premier examen sont les suivantes :

Modalité A.

Modalité B.

Modalité C.

Epreuves écrites.

Economie politiq.

Economie politiq.

Economie politique.

Statistique. *général*

Statistique.

Statistique.

Histoire *contemporaine*

Droit constitution.

Psychologie.

de 1848 à nos jours.

comparé.

Epreuves orales.

Economie sociale.

Economie sociale.

Economie sociale.

Géographie politiq.

Géographie politiq.

Géographie politique.

et Colonisation.

Colonisation.

Colonisation.

Au choix du candidat sur une des matières suivantes :

Economie publiqu.

Economie publique.

Hygiène publique.

Histoire de la philos.

Une discipline philosophique.

Mathématiq. supér.

Chimie.

Physique.

Art. 00. — Les épreuves du second examen sont les suivantes :

Modalité A.	Modalité B.	Modalité C.
	<i>Epreuves écrites.</i>	
Econom. commerc.	Econom. commerc.	Econom. commerc.
Techniq. commerc.	Techniq. commerc.	Techniq. commerc.
Finances public.	Economie public.	Pédagogie.
	<i>Epreuves orales.</i>	
Techniq. commerc.	Techniq. commerc.	Techniq. commerc.
Econom. commerc.	Econom. commerc.	Econom. commerc.
Hist. des Inst. pol. de la Suisse ¹⁾ .	Hist. des Inst. pol. de la Suisse.	Hist. des Inst. pol. de la Suisse.
Sociologie.	Sociologie.	Sociologie.
Géograph. économ.	Géograph. économ.	Géograph. économ.
Droit d ^s obligations.	Droit public.	Droit d ^s obligations ou Droit public.
Histoire économiq.	Histoire économiq.	Histoire économique.
Droit commerc. et Loi s ^r la Pours. pour Dettes et la Faillite ²⁾ .	Finances public.	Droit commercial et Loi s ^r la Poursuite pour Dettes et la Faillite.

Art. 00. — Pour obtenir la licence mention C, Enseignement commercial, le candidat doit, en outre, faire une leçon de comptabilité ou de mathématique commerciale devant un jury nommé par la Faculté.

Art. 00. — Les candidats ayant subi avec succès les épreuves

¹⁾ Pour les étrangers, faculté d'option avec Droit constitutionnel comparé ou Droit international public.

²⁾ Les étrangers peuvent choisir à la place de la Loi sur la Poursuite pour Dettes et la Faillite : le Droit constitutionnel comparé ou le Droit international public.

du premier examen suivant l'une des modalités *A*, *B* ou *C*, sont autorisés à se présenter au second examen d'une autre modalité, à la condition de subir avec succès des épreuves complémentaires sur les branches prévues au premier examen de la nouvelle modalité choisie et sur lesquelles le candidat n'a pas encore été interrogé.

Art. 00. — Les licenciés en droit qui se présentent au deuxième examen sont dispensés des épreuves juridiques.

Les licenciés ès sciences sociales, ès sciences économiques, ès sciences politiques et en sociologie sont dispensés des épreuves d'histoire économique, de géographie économique et de sociologie.

Art. 00. — Sur le rapport du professeur et avec l'agrément de la Faculté, les étudiants qui auront présenté dans les deux semestres qui précèdent l'examen un travail approfondi de séminaire, pourront être dispensés des épreuves écrites dans cette branche.

Doctorat ès sciences économiques.

Art. 55. — Sont admis à se présenter aux épreuves du doctorat ès sciences économiques :

1. Les licenciés ès sciences économiques,
 - » ès sciences sociales,
 - » ès sciences politiques,
 - » ès sciences commerciales,
 - » en sociologie de l'Université de Genève.

2. Les personnes en possession de titres ou de diplômes jugés équivalents par la Faculté et ayant été immatriculées à la Faculté des Sciences Economiques et Sociales.

Art. 00. — Les épreuves du doctorat sont les suivantes :

1. Une interrogation orale approfondie sur un ensemble de questions économiques choisies par le candidat avec l'agrément de la Faculté.

2. Publication, conformément à l'article 28 du Règlement de l'Université, et soutenance d'une thèse, écrite dans une des langues nationales de la Suisse, sur un sujet choisi par le candidat dans le champ des études économiques.

*un 3
calculé
les* Cette thèse est remise au doyen en manuscrit copié à la machine à écrire. Elle ne pourra être imprimée qu'avec l'autorisation de la Faculté.

Les candidats ayant obtenu à l'Université de Genève une des licences mentionnées à l'article 55 avec la note moyenne 5 au second examen sont dispensés de l'épreuve orale.

Si la licence comporte trois séries d'examens, les deux derniers sont pris en considération.

Institut des Hautes Etudes commerciales.

I. L'Institut des Hautes Etudes Commerciales est dirigé par un Administrateur nommé pour deux ans, par la Faculté des sciences économiques et sociales et pris parmi les professeurs ordinaires de sciences commerciales.

II. Il est soumis au Règlement de l'Université en tant que ce Règlement n'est pas modifié par le Règlement spécial de l'Institut.

Admission.

Art. 00. — Sont admis à l'Institut et peuvent y obtenir les diplômes de Hautes Etudes ^{commerciales} ou d'Expert-comptable.

a) Les personnes pouvant être immatriculées dans la Faculté des Sciences Economiques et Sociales (voir art. 35).

b) Les étudiants exmatriculés d'une autre Ecole de Hautes Etudes Commerciales suisse ou étrangère.

c) Les diplômés de l'Ecole Supérieure de Commerce de la Ville de Genève, ainsi que les porteurs de titres jugés équivalents.

d) Les personnes ayant dix-huit ans accomplis qui justifient de connaissances équivalentes par un examen spécial devant une commission nommée par la Faculté ¹⁾.

Art. 00. — La finance d'inscription est de 20 francs. Les étudiants qui sortent d'une Ecole de Genève, dont les diplômes donnent accès à l'Institut, sont dispensés de cette finance.

Art. 00. — Les épreuves de l'examen prévu par l'art. 11, al. d, sont les suivants :

¹⁾ Voir art. .

(français, allemand, italien, anglais, russe, espagnol)

Epreuves écrites.

1. Une composition en français ou dans la langue maternelle sur un sujet d'intérêt général.
2. Une composition ~~sur une langue autre que la langue maternelle (français, allemand, italien, anglais, russe, espagnol).~~ *autre des langues précitées*

3 *Arithmétique commerciale et comptabilité.*

Epreuves orales.

1. Français.
2. Une langue étrangère.
- 3 *comptabilité et arithmétique commerciale* ~~3 Comptabilité et arithmétique commerciale.~~
4. *Mathématiques* ~~Arithmétique commerciale.~~
5. Histoire générale.
6. Géographie générale.
7. Histoire naturelle : Eléments de chimie et de physique.
8. Histoire naturelle : Eléments de botanique et de zoologie.

Art. 00. — Sur préavis de l'Administrateur de l'Institut, la Commission d'examen peut accorder des dispenses partielles à ceux qui par des certificats font preuve de connaissances suffisantes dans l'une ou l'autre de ces branches.

Art. 00. — Les auditeurs qui auront passé avec succès l'examen d'admission, pourront obtenir la régularisation des semestres précédant l'examen jusqu'à concurrence de deux semestres.

- 3 *comptabilité et arithmétique commerciale* ~~3 Comptabilité et arithmétique commerciales.~~
4. *Mathématiques* ~~4. Mathématiques.~~

III.

Diplôme de Hautes Etudes commerciales.

Art. 00. — Le diplôme de Hautes Etudes Commerciales comporte deux modalités dont les programmes diffèrent partiellement; les modalités

A. Economie privée

B. Economie publique.

La mention de la modalité figurera sur le diplôme, ainsi que la liste des matières sur lesquelles a porté l'examen.

Art. 00. — Pour obtenir le diplôme, le candidat doit subir un examen consistant en épreuves écrites et orales.

Art. 00. — Pour être admis à l'examen, le candidat doit :

1. Avoir subi avec succès une épreuve éliminatoire sur deux langues autres que sa langue maternelle et comportant pour chacune d'elles une composition qu'il lira devant le jury et une explication d'un texte à livre ouvert ;
2. Justifier : ou de quatre semestres d'études dans une Ecole de Hautes Etudes commerciales ou dans la Section Commerciale d'une Université dont un au moins à l'Institut des Hautes Etudes commerciales de Genève; ou d'autres études jugées équivalentes par la Faculté, à condition qu'il ait été inscrit pour un semestre au moins à l'Institut.

Seront dispensés de toute ou partie de l'épreuve éliminatoire, les candidats qui justifieront par des certificats des connaissances exigées.

Pour les candidats dont le français n'est pas la langue maternelle, une des épreuves éliminatoires devra porter sur cette langue.

Art. 00. — Les épreuves de l'examen de diplôme sont :

Modalité A

Modalité B

Epreuves écrites.

Economie ou Technique commerciale.	Idem.
Droit commercial et Loi sur la Poursuite pour Dettes et la Faillite.	Economie publique.

Histoire économique. *écriture moderne* Idem.

Epreuves orales.

Economie commerciale.	Idem.
Technique commerciale.	Idem.
Economie politique.	Idem.
Droit commercial.	Idem.
Loi sur la Poursuite pour Dettes et la Faillite.	Economie publique.
Géographique politique et économique.	Idem.
Statistique (générale ou spéciale)	Idem.
Economie sociale.	Idem.
Finances publiques.	Idem.
Histoire économique (période moderne).	Idem.

Droit public.

Hygiène publique.

Art. 00. — Après deux semestres, les candidats sont autorisés à passer les examens oraux mentionnés ci-dessus en deux sessions.

Cependant, en plus des examens écrits, le dernier examen devra comprendre au moins les épreuves orales suivantes :

Technique commerciale.

Economie commerciale.

Droit commercial.

Economie publique.

Art. 00. — L'examen est admis lorsque le candidat obtient en moyenne la note 4, à la condition que ~~ce chiffre soit atteint~~ *la* ~~compte~~ *soit supérieur à 3 :* la moyenne des épreuves écrites et orales pour chacune des branches suivantes :

Economie commerciale.

Technique commerciale.

Economie publique.

Art. 00. — Les porteurs du diplôme, mention A, peuvent obtenir le diplôme mention B, moyennant un examen supplémentaire portant sur les branches suivantes :

Economie publique (écrit et oral).

Hygiène publique (oral).

Droit public (oral).

Les porteurs du diplôme, mention B, peuvent obtenir le diplôme mention A moyennant un examen supplémentaire portant sur les branches :

Droit commercial (écrit et oral).

Loi sur les Poursuites pour Dettes et Faillite (oral) ¹⁾.

Art. 00. — Le Diplôme des Hautes Etudes Commerciales porte les signatures de l'Administrateur de l'Institut, du Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales et du Recteur de l'Université.

¹⁾ Pour les étrangers, faculté d'option avec Droit constitutionnel comparé ou Droit international public.

IV.

Diplôme d'Expert-Comptable.

Art. 30. — Pour obtenir le diplôme d'Expert-Comptable, le candidat doit subir un examen spécial consistant en une épreuve écrite et des épreuves orales.

Art. 31. — Peuvent postuler ce diplôme :

1. Les licenciés ès sciences commerciales des Universités suisses et les porteurs du diplôme de hautes études commerciales de l'Institut ou d'une autre Ecole de Hautes Etudes Commerciales, qui justifient d'un stage d'au moins deux ans dans la pratique des affaires.
2. Les autres gradués de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales et les gradués de la Faculté de Droit qui justifient d'un stage d'au moins trois ans dans la pratique des affaires.
3. Les personnes possédant des qualifications jugées équivalentes par la Faculté.

Art. 32. — L'épreuve écrite consiste en une dissertation sur un sujet de comptabilité et de vérification des comptes choisi par le candidat avec l'agrément de la Faculté.

Art. 33. — Les épreuves orales porteront sur les matières suivantes :

1. Critique des bilans.
2. Technique de la vérification des comptes.
3. Droit et technique des sociétés par actions.
4. Droit et technique de l'administration des faillites, concordats, liquidations.

Art. 34. — Le diplôme d'Expert-Comptable est signé par l'Administrateur de l'Institut des Hautes Etudes Commerciales, et par le Recteur de l'Université.

(L. Royen)



PIECES remises à la séance du Sénat du mercredi 3 novembre 1915

Arrêtés du Conseil d'Etat: - - - - -

- 1.-approuve les comptes des Fondations universitaires arrêtés au 15 mars
- 2.-approuve le règlement de la licence et du doctorat ès sciences
- 3.-approuve les modifications apportées à l'art.42 du Règlement de l'Université(licence ès lettres,mention Histoire)
- 4.-approuve les règlements et programmes des licences délivrées par la Faculté des Sciences économiques et sociales et autorise le Département à procéder au collationnement et à la coordination du Règlement général de l'Université
- 5.-accorde à M.E.Tonnelat,prof.ord.un congé jusqu'à la fin du semestre d'hiver 1915-16
- 6.-nomme M.Ed.Claparède professeur ~~ordinaire de psychologie~~ expérimentale(Fac.des Sciences)en remplacement de M.Th.Flournoy.
- 7.-nomme M.le Prof.Th.Flournoy professeur ordinaire de philosophie,d'histoire et philosophie des sciences à la Faculté des Lettres
- 8.-nomme M.le prof.H.Toendury professeur ordinaire d'économie commerciale à la Fac.des Sc.économiques et sociales
- 9.-nomme M.Ed.Folliet professeur ~~ordinaire~~ de Technique commerciale à la Fac.des Sc.économiques et sociales
- 10.-nomme M.Liebmann Hersch prof.extraordinaire de statistique à la Fac. des Sc.économiques et sociales.
- 11.-nomme M.John Gaillard prof.ordinaire de Théologie pratique,de morale et de diction à la Fac.de Théologie
- 12.-nomme M.David Gourfein prof.ordinaire d'ophtalmologie à la Fac.de Médecine
- 13.-charge M.le Prof.W.Rappard du cours de Finances publiques à la Fac. des Sc.économiques et sociales pour le semestre d'hiver 1915-16
- 14.-nomme par permutation M.P.Becchio concierge de l'Ecole de Médecine
- 15.-nomme M.Tiercy assist.aux chaires de mathématiques
- 16.-nomme M.Schidloff 1-er assist.et M.Stancescu 2-e assist.au Lab.de Physique
- 17.-nomme M.Kaufmann 1-er assist.,M.Reich 2-e assist.et M.Chou 3-e assist. au Lab.de Chimie inorganique et organique
- 18.-nomme MM.Sabot et Mabut 1-er et 2-e assist au Lab.de Minéralogie et MM.Wenger et Warynski 1-ers assist.et Kliatschko et Szuster 2-es assist.au Lab.de Chimie analytique
- 19.-nomme M.Briner 1-er assist.chef de travaux d'électro-chimie et de chimie technique au Lab.de Chimie technique et théorique,et M.Orechoff 1-er assist.au Lab.de Chimie technique et théorique
- 20.-nomme M.Lagotala assist.au Lab.de Géologie et Paléontologie
- 21.-nomme M.Ronc assist.au Lab.de Chimie pharmaceutique et analyse des substances alimentaires
- 22.-nomme M.Stefanski et Mlle Rzymowska 2-e et 3-e assist.au Lab.de Zoologie et anatomie comparée.
- 23.-nomme M.Lendner 1-er assist.chef des travaux et M.L.Rehfous 2-e assist.au Lab.de Botanique
- 24.-nomme M.Chryssochoos assist.au Lab.de Psychologie
- 25.-nomme M.Kotzareff,M.A.Muller et Mme Szuster assist.au Lab.d'Anatomie normale
- 26.-nomme MM.Sagredo et Baumgartner 1-er et 2-e assist à l'Inst.patholog.
- 27.-nomme Mlle Téa Capota microtomiste à l'Inst.pathologique

PIECES remises à la séance du Sénat du mercredi 3 novembre 1915

Arrêtés du Conseil d'Etat: - - - - -

- 1.-approuve les comptes des Fondations universitaires arrêtés au 15 mars
- 2.-approuve le règlement de la licence et du doctorat ès sciences
- 3.-approuve les modifications apportées à l'art.42 du Règlement de l'Université (licence ès lettres, mention Histoire)
- 4.-approuve les règlements et programmes des licences délivrées par la Faculté des Sciences économiques et sociales et autorise le Département à procéder au collationnement et à la coordination du Règlement général de l'Université
- 5.-accorde à M.E.Tonnelat, prof. ord. un congé jusqu'à la fin du semestre d'hiver 1915-16
- 6.-nomme M. Ed. Claparède professeur ordinaire de psychologie expérimentale (Fac. des Sciences) en remplacement de M. Th. Flournoy.
- 7.-nomme M. le Prof. Th. Flournoy professeur ordinaire de philosophie, d'histoire et philosophie des sciences à la Faculté des Lettres
- 8.-nomme M. le prof. H. Toendury professeur ordinaire d'économie commerciale à la Fac. des Sc. économiques et sociales
- 9.-nomme M. Ed. Folliet professeur ordinaire de Technique commerciale à la Fac. des Sc. économiques et sociales
- 10.-nomme M. Liebmann Hersch prof. extraordinaire de statistique à la Fac. des Sc. économiques et sociales.
- 11.-nomme M. John Gaillard prof. ordinaire de Théologie pratique, de morale et de diction à la Fac. de Théologie
- 12.-nomme M. David Gourfein prof. ordinaire d'ophtalmologie à la Fac. de Médecine
- 13.-charge M. le Prof. W. Rappard du cours de Finances publiques à la Fac. des Sc. économiques et sociales pour le semestre d'hiver 1915-16
- 14.-nomme par permutation M. P. Becchio concierge de l'Ecole de Médecine
- 15.-nomme M. Tiercy assist. aux chaires de mathématiques
- 16.-nomme M. Schidloff 1-er assist. et M. Stancescu 2-e assist. au Lab. de Physique
- 17.-nomme M. Kaufmann 1-er assist., M. Reich 2-e assist. et M. Chou 3-e assist. au Lab. de Chimie inorganique et organique
- 18.-nomme MM. Sabot et Mabut 1-er et 2-e assist. au Lab. de Minéralogie et MM. Wenger et Warynski 1-ers assist. et Kliatschko et Szuster 2-es assist. au Lab. de Chimie analytique
- 19.-nomme M. Briner 1-er assist. chef de travaux d'électro-chimie et de chimie technique au Lab. de Chimie technique et théorique, et M. Orchoff 1-er assist. au Lab. de Chimie technique et théorique
- 20.-nomme M. Lagotala assist. au Lab. de Géologie et Paléontologie
- 21.-nomme M. Ronco assist. au Lab. de Chimie pharmaceutique et analyse des substances alimentaires
- 22.-nomme M. Stefanski et Mlle Rzymowska 2-e et 3-e assist. au Lab. de Zoologie et anatomie comparée.
- 23.-nomme M. Lendner 1-er assist. chef des travaux et M. L. Rehfoos 2-e assist. au Lab. de Botanique
- 24.-nomme M. Chryssochoos assist. au Lab. de Psychologie
- 25.-nomme M. Kotzareff, M. A. Muller et Mme Szuster assist. au Lab. d'Anatomie normale
- 26.-nomme MM. Sagredo et Baumgartner 1-er et 2-e assist. à l'Inst. patholog.
- 27.-nomme Mlle Téa Capota microtomiste à l'Inst. pathologique

- 28.-nomme M.Dr Bujard 1-er assist.chef de travaux et M.Leuba 2-e assist.
au Lab.d'Histologie normale,Embryologie et Stomatologie
- 29.-nomme M.Bickel 3-e assist.au Lab.d'Histologie normale,Embryologie
et Stomatologie
- 30.-nomme Mlle Dr Stern 1-er assist.,MM.Rosselet et Krall 2-es assist.
au Lab.de Physiologie
- 31.-nomme M.Dr Wiki assist.au Lab.de Thérapeutique
et M.Dr H.Perrier 1-er assist.et M.Eggly 2-e assist.à la Policlini-
que médicale
- 32.-nomme M.Mermod 2-e assist.au Lab.d'Hygiène
- 33.-nomme M.Taponnier chef préparateur et M.Wnorowski assist.au Lab.
de bactériologie
- 34.-nomme Mlle Dr Cottin assist.chef au Lab.de la Clinique lédicale
- 35.-nomme M.Dr Muster assist.chef au Lab.de la Clinique chirurgicale
- 36.-nomme M.Dr Reh assist.au Lab.de la Clinique infantile
- 37.-nomme M.Dr L'Huillier assist.assermenté au Lab.de Médecine légale
- 38.-nomme M.Dr Verdier assist.à la Policlinique gynécologique et obs-
tétricale.
-

- 28.-nomme M.Dr Bujard 1-er assist.chef de travaux et M.Leuba 2-e assist.
au Lab.d'Histologie normale,Embryologie et Stomatologie
 - 29.-nomme M.Bickel 3-e assist.au Lab.d'Histologie normale,Embryologie
et Stomatologie
 - 30.-nomme Mlle Dr Stern 1-er assist.,MM.Rosselet et Krall 2-es assist.
au Lab.de Physiologie
 - 31.-nomme M.Dr Wiki assist.au Lab.de Thérapeutique
et M.Dr H.Perrier 1-er assist.et M.Eggly 2-e assist.à la Policlini-
que médicale
 - 32.-nomme M.Mermod 2-e assist.au Lab.d'Hygiène
 - 33.-nomme M.Taponnier chef préparateur et M.Wnorowski assist.au Lab.
de bactériologie
 - 34.-nomme Mlle Dr Cottin assist.chef au Lab.de la Clinique lédicale
 - 35.-nomme M.Dr Muster assist.chef au Lab.de la Clinique chirurgicale
 - 36.-nomme M.Dr Reh assist.au Lab.de la Clinique infantile
 - 37.-nomme M.Dr L'Huillier assist.assermenté au Lab.de Médecine légale
 - 38.-nomme M.Dr Verdier assist.à la Policlinique gynécologique et obs-
tétricale.
-

Réunion des Prof.^s ordin.
le 23 Nov. 1915 à 6 h. s.

Président: M^r Pichon recteur

Présents: M^{rs}. De Lure, Werner, Christiani, Morand, Choisy, Milhaud, Jacquin, Vih, m. du bureau.

M^{rs} Chodot, Gailler de la V. de L., Dally, Muret de la V. de L., Goussier, Meigewand, Humme de la V. de M^{rs}, Gaillard de la V. de Thib., Rappart de la V. de L. m.

Le proc. verbal de la précédente séance est lu et adopté. —

M^r le Recteur souhaite la bienvenue à M^{rs} Goussier et Gaillard. —

M^r Gailler donne lecture du rapport de la commission de la caisse de prévoyance des professeurs.

M^r le Recteur donne lecture du rapport des vérificateurs des comptes M^{rs} Vih et Pichon, lui proposant de donner chaque année des remerciements au comité de gestion.

Le comité de gestion est entendu tel sans modification.

Les vérificateurs des comptes sont également entendus. —

M^r Milhaud développe ~~sa~~ la proposition d'étendre aux professeurs extraordinaires les bénéfices que jouissent actuellement les prof.^s ordinaires de la caisse de prévoyance. Il est en ce ^(dans la question) cas de le départ absolu de droit à une pension à la fin des carrières très pénibles. Il voit sur le P^{rs}. du Départ. n'étant pas défavorable à son idée. Il voudrait sur les prof.^s extraordinaires laisser libre d'adhérer ou non aux Statuts de la caisse de prévoyance. Il admet comme entendu sur la situation des prof.^s extraordinaires vis-à-vis de l'Etat ne devant en rien modifier, quant à leurs droits à une réélection, par une adhésion à la caisse de prévoyance. La seule conséquence de cette mesure serait d'augmenter les prestations de l'Etat, mais cet inconvénient aurait pour contrepartie un résultat certainement heureux.

M^r Chodot estime aussi sur l'absence de tout droit à une pension pour les professeurs extraordinaires a été cause d'injustices flagrantes. Il approuve la proposition de M^r Milhaud.

M^r Gailler se déclare absolument d'accord avec la proposition de M^r Milhaud, mais il estime sur la question doit être sérieusement étudiée au sein du comité de la caisse de prévoyance ou par une commission nommée spécialement à cet effet.

Il est décidé de charger le comité de la caisse de prévoyance de l'étude complète de la question. —

27
M. le Recteur fait rapport sur les subvides qui ont
du être faits aux étudiants étrangers, dont la situation
financière a été compromise par la guerre. -

Actuellement les sommes absorbées par ces subvides ont
créé un déficit d'environ 9000 francs et chaque mois
1000 à 1200 francs sont absorbés. -

Pour combler le déficit les professeurs seront priés de
consentir encore à une réduction sur leur traitement. En
suite M. le Recteur propose que l'on prenne certaines
sommes disponibles des fonds universitaires.

D'autre part une commission s'est constituée, formée
de professeurs universitaires et de f. s. personnes étrangères
à l'université, pour s'occuper spécialement de la distri-
bution de l'argent aux étudiants.

M. Chodot exprime le regret que le Bureau n'ait pas
tenu les professeurs mieux au courant de ce qui a été fait
pour les étudiants indigents. D'un côté beaucoup de
professeurs auraient été heureux de s'associer à cette œu-
vre de bienfaisance; d'autre part ils auraient peut-
être trouvés des fonds disponibles pour cette œuvre, sans
recourir aux fonds universitaires. -

M. le Recteur rappelle que les professeurs ont à plu-
sieurs reprises été mis au courant de la situation de
certaines catégories d'étudiants, soit par des circulaires,
soit par des communications orales. C'est la réunion
des professeurs, qui a chargé le Bureau de ^{organiser} ~~la~~ la
distribution des subvides. -

M. Chodot répond que rien ne pouvait être fait
aux professeurs sur les sommes nécessaires disparaissant
beaucoup elles sont fournies par la somme consentie par
les professeurs. -

M. Murat demande comment les étudiants sans
ressources réglent leur inscription aux cours et labora-
toires.

M. le Recteur répond que ces étudiants sont autorisés
à suivre les cours et laboratoires sans régler l'inscription
mais que les cours et laboratoires ne sont comptés à l'étu-
diant qu'après que l'inscription en est payée. -

M. Murat répond que cette manière de faire est à la fois
mauvaise et illogique. Il voudrait que le Sénat obtienne du gouver-
nement que l'on fasse des facilités extraordinaires aux étu-
diants atteints par la guerre et momentanément sans ressources.

et qu'on dispensât complètement ces étudiants du paiement des inscriptions, tout en leur comptant les semestres faits.

M. Willebrand, pour répondre à M. Thodet, explique que si le Bureau n'a pas convoqué plus tard le Sénat, c'est tout par égard pour les professeurs; il a eu l'air pour le même.

M. Thodet insiste pour que le Sénat soit convoqué plus tôt et se tienne même au courant de tout ce qui intéresse l'Université. —

M. le Recteur montre sur la solution la plus rapide de la question soulevée par M. Muret serait d'obtenir des professeurs qu'ils renonceraient dans les cas intéressants à la part qui leur revient sur les finances à payer par les étudiants en faveur de ceux-ci. La question pourra être soumise à la prochaine séance du Sénat. —

M. Muret allemand, pourtant si on cherche à obtenir de l'Etat une dépense complète des finances pour les étudiants étrangers sans ressources. —

Georges Lévêq à Jh. sci
Secrétaire

Séance du 18 Décembre
à Jh. s.

Président: M. Rehpsom est absent

Présents: M. Rehpsom, Véhr, Tharmin, De Gruy, Morland, Werner (M. du Bureau). —

M. Gailler, Thodet, Gastier, Duparc de la V. de G., M. Muret et Douville de la V. de G., M. Dard de la V. de Méd., M. Trillet, Kersch, Rappard de la V. de G. ci. et sc., M. Gailler, Pulljournet, Kersch de la V. de Méd.

Médailhon du Prof.
Haltendorff. —

M. le Recteur donne connaissance des avis pris par le Conseil d'Etat. —

Il fait remarquer le médailhon du prof. Haltendorff, qui a pris place dans la salle du Sénat et est un don de la veuve du défunt. —

Affaire Pintos

Il annonce sur l'affaire de l'étudiant grec Pintos, arrivé par erreur, a été réglé à la satisfaction de M. Pintos. —

Prop. p. l'enseignement
des langues modernes

Il expose au Sénat le programme élaboré par la V. de G. pour l'enseignement pratique des langues modernes.

Personne ne faisant d'observation le programme sera remis au Département. —

Affiliation de l'U.
Allemande à la V. de Méd.

M. le Recteur annonce que le Département a répondu à l'étude

Programme de l'Université
d'été 1916. —

Délégués de l'Université
à la Com. Scolaire

Nombre des étudiants
inscrits

de l'Université, la question du rattachement de l'école dentaire à la Fac. de Médecine. Pour le moment la Fac. de Méd. est chargée de l'étude de cette question.

A propos du programme du Semester d'été 1916, le D.^{re} de la Fac. des L. é. et sc. indique une série d'adjonctions faites à divers enseignements de cette Faculté.

Le D.^{re} de la Fac. de Droit annonce que vu les circonstances spéciales les cours destinés spécialement aux étudiants allemands ont été supprimés. D'autre part de même que pour le 2^e semestre le droit administratif fédéral.

Pour les autres Facultés il n'y a pas de changement.

M. Thodot attire l'attention du Sénat sur le fait que dans le programme de la Fac. des L. é. et sc. les cours empruntés à d'autres Facultés ne sont indiqués que d'un façon incomplète. Ceci renvoie aux programmes des autres Facultés. Le projet est discuté.

M. Werk partage absolument cette manière de voir. M. Wilhelm reconnaît que le système adopté n'est pas parfait; il croit que la Fac. des L. é. et sc. accepterait volontiers la répétition complète dans son programme de l'indication des cours empruntés à d'autres Facultés.

Le Sénat approuve cette manière de faire et le programme en général. —

Le Sénat passe ensuite à la désignation des 2 délégués de l'Univ. à la Commission Scolaire.

Au nom du Bureau de la Recteur propose la réélection des 2 délégués actuels: M. Thodot et Morand. Cette proposition est approuvée sans observation.

M. la Recteur donne connaissance de quelques chiffres concernant le nombre des étudiants et auditeurs, comparés aux mêmes nombres pour l'année précédente. —

A propos de Morand voudrait que dans la liste des étudiants on ne donne pas comme élément de comparaison le nombre des étudiants du Semester précédent mais celui des étudiants du Semester correspondant de l'année précédente. —

M. Thodot voudrait qu'on ne comptât comme étudiants que ceux qui suivent réellement les enseignements de l'Université.

M. Morand regrette au contraire que certains étudiants

En droit, qui sont en contact constant avec les professeurs pour l'élaboration d'un travail et qui ne sont pas examinés, ne figurent pas dans nos comptes d'étudiants, parce qu'ils ne suivent pas de cours.

Cher de Vm appreni vtt. même le vrai; ~~pour l'heure~~ ^{gros plaisir de}
être ^{devenu} dans l'ordre d'une catégorie d'étudiants dans les lettres officielles.

di G. Rector annona in la vltima consulti pa
la plupart des professeurs a fourni un summe de 2400
francs, qui sera utilisé pour secourir les étudiants sans
ressources.

Il annonce d'autre part que les Stroms déjà abordés sur l'île -
viants ont absorbé plus de 20000 haies et ont déterminé
un fort déconfort dans la caine du Légar. Pour couvrir
le déconfort le bureau propose de brûler les ~~plantes~~ ^{plantes}
disponibles des fonds universitaires un somme d'envi-
ron 2000 haies.

Le bureau, en face des conditions actuelles, a décidé de composer la distribution des honors aux étudiants à un comité comprenant un représentant de chaque faculté, qui pourrait répartir ces honors d'un façon judicieuse et qui pourrait étudier les moyens de se procurer de nouvelles sources.

Le Bureau n'a pas eu honneur entre dans la rue de St
Maur, telles qu'elles ont été exposées lors d'une précédente
séance; il a préféré maintenir le principe des détails de
leur détermination mais renouvelables.

On le demande à M. Muret s'il pense encore
qu'il y a 51 étudiants amis actuellement. —

M. Muret reprend sa proposition d'inscrire les étudiants dans les ressources des finances universitaires. Il s'agit d'obtenir une renonciation d'un part des professeurs, et autre part de l'état. Il n'y a là rien de contraire à la loi ni rien d'incompatible avec la dignité des étudiants.

M. Thodat approuve la manière de voir de M. Morier
M. Garatin explique pourquoi le Bureau a préféré le
système des décrets à celui des exemptions définitives, c'est
qu'il veut principalement les étudiants en leur au devant
de payer les finances et qu'il facilite un contrôle nécessaire.

M. De Beaumont n'a pouvoir faire personnellement rien pour aider les républicains de nation belligérante, c'est pourquoi il en renonce pas à son casuel.

Si l'homme voit qu'il faut intervenir vis-à-vis de
étudiants sans ressources non pas des règles générales

Gloria aus E.H.

No. 1 Am. 2000.

24.

X

provenant des
bages Années

mais par des mesures prises individuellement. Il voudrait voir former une commission de Secours un peu nombreuse lui étudierait chaque cas particulier.

M. Duparc constate que parmi les étudiants sans ressources il en est beaucoup qui auraient pu éviter cela depuis la déclaration de la guerre. Il y a eu beaucoup d'abus dans les demandes de délai. Le seul moyen est de faire une visite de Secours. —

La proposition de M. Muret est repoussée. —

M. Ghodet voudrait qu'en réunissant les professeurs en séance non officielle, dans laquelle la question serait exposée clairement et à la fin de laquelle serait nommé une commission de Secours non officielle mais officieuse. Il insiste pour qu'il y ait plus de professeurs associés à l'étude de Secours aux étudiants. Il considère que ce n'est pas à l'Université mais aux corps professoral avec la concours du public à aider les étudiants. —

M. le Recteur répond qu'il a convoqué ^{les professeurs} les professeurs entre Avril et Octobre 1914 dans le but express de mettre les professeurs au courant de la situation. Il n'a donc rien fait qu'en lui reprochant de n'avoir pas ^{renseigné} les collègues ~~au courant~~. —

M. Werner rend justice à l'activité considérable que M. Richerson a déployé comme recteur avec beaucoup de dévouement et de sagacité.

M. Ghodet ne voudrait pas qu'il en soit dans son attitude de une hostilité au recteur ou au bureau; il voudrait au contraire aider le bureau dans sa tâche.

M. le Recteur et M. De Gern proposent sur la question de l'organisation de la commission de Secours, ainsi que celle de trouver les moyens de passer au respect de la Chaire de l'Etat soient renvoyés aux Facultés qui désigneraient chacune un délégué à la commission de Secours.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité. —

Séance levée à 5 h. 5

G. Arasin
Secrétaire

PIECES remises à la séance du SENAT du SAMEDI 18 décembre 1915.

I. - Arrêtés du Conseil d'Etat:

1. - approuvant le Règlement du Séminaire de français moderne et des Cours de Vacances de français moderne.
2. - approuvant le Règlement de la Faculté des Sciences économiques et sociales
3. - accordant à M. le Prof. J. Nicolle un congé jusqu'à la fin du semestre d'hiver 1915-16, pour raison de santé
4. - accordant à M. le Prof. E. Bruck un congé jusqu'à la fin du semestre d'hiver 1915-16
5. - confirmant pour l'année universitaire 1915-16 M. A. Lendner dans ses fonctions de Prof. extraordinaire de pharmacognosie
6. - nommant M. E. Moles 3-e assistant au Laboratoire de chimie technique et théorique
7. - nommant MM. M. Jaubert et A. Gagnessian assistants au Laboratoire de chimie analytique
8. - acceptant la démission de M. N. Sagredo de ses fonctions de 1-er assistant à l'Institut pathologique
9. - nommant M. J. Baumgartner 1-er assistant et M. V. Demole 2-e assistant à l'Institut pathologique
10. - nommant M. Dr P. Besse assistant chef de travaux au Laboratoire de la Clinique gynécologique et obstétricale
11. - nommant Mlles M. Brulhardt et E. Cjrnú sages-femmes à la Polyclinique gynécologique et obstétricale
12. - nommant M. A. Lienhard 1-er assistant à la Polyclinique chirurgicale
13. - nommant MM. Mirza Alikhan et R. Reymond assistants externes à la Polyclinique ophtalmique

II. - Epreuves du Programme des cours du semestre d'été 1916

Séance du 24 février 1916, à 6 h.

Présidence de M. Reppas, Recteur.

Présents: MM. Reppas, Secrétaire, Chazy, Veiz, Mourand, Carlier, Michaud, Gautier R., Bourcard, Goussier, Megervand, Veyrassat, Costantini, Werner, Hirsch, Fulliot, Fulliguet, Yung et Fehr et Thibaud.

M. le Recteur donne connaissance des arrêtés pris par le Conseil d'Etat.

Chaire extraordinaire d'oto-rhino-laryngologie. - M. le Recteur donne lecture de la lettre par laquelle M. le Directeur du Dép^t de Mont. publ. demande le préavis du Sénat au sujet de la création d'une chaire extraordinaire d'oto-rhino-laryngologie, cette branche étant prévue dans le règlement du diplôme de Doctorat de Médecine. M. le Doyen de la Faculté de Méd. donne quelques renseignements complémentaires. La Faculté de Médecine a donné un préavis favorable sans spécifier si la chaire devait être ordinaire ou extraordinaire. M. Veyrassat demande que la question de la nature de la chaire soit réservée.

M. le Recteur met aux voix la demande de préavis telle qu'elle est formulée par la lettre du Département. - Le Sénat émet un préavis favorable.

Election d'un Secrétaire en remplacement de M. Ch. Jarsin, appelé à commander la 5^e Div. d'inf. - M. Ed. Claparède est élu, par 8 voix; M. Yung obtient 7 voix, M. de Lignac 1 voix.

(V. annexe 1)

Doctorat en Sociologie. - M. le Doyen de la Fac. de la Sc. & soc.

présente la modifications proposées par la Faculté pour le règlement du doctorat en sociologie. Le projet se conforme au doct. en sciences économiques déjà adopté par le Sénat. Sur la demande du Bureau la Faculté a précisé la condition de l'examen oral " cette épreuve est éliminatoire et l'autorisation d'imprimer le thèse ne peut être accordée qu'aux candidats qui l'ont subie avec succès."

Sur la demande de M. R. Gauthier, M. Michard donne des renseignements complémentaires.

M. Borgeaud fait des réserves quant à l'admission de la licence en sc. commerciales au doct. en soc. La préparation universitaire ne lui semble pas équivalente à celle des autres licences dont les examens sont répartis sur 2 ou même 3 sessions, tandis que, pour la licence en sc. comm. les examens peuvent, éventuellement, être groupés en une seule session.

M. Michard rappelle le programme de la licence en sc. comm. et montre que l'effort exigé est aussi grand que pour les autres licences. La Faculté doit tenir compte des étudiants qui ont travaillé dans d'autres universités et qui vont achever leurs études à Genève; c'est pour cette catégorie d'étudiants que l'on a prévu le groupement des examens sur une seule session. M. Tondoy parle dans le même sens.

M. le Recteur met aux voix l'amendement de M. Borgeaud concernant l'accès de la licence en sc. comm. au doct. en soc. - (Vix).

Le Sénat adopte sans modifications les art. 51 et 52, avec l'addition mentionnée ci-dessus.
Liance levée: - Pl.

Pour le Secrétaire

[Signature]

Doctorat en Sociologie. - M. le Doyen de la Fac. de la Sc. & Soc.

(V. annexe 1)

présente la modifications proposées par la Faculté pour le règlement du doctorat en sociologie. Le projet se conforme au doct. en sciences économiques déjà adopté par le Sénat. Sur la demande du Bureau la Faculté a précisé la condition de l'examen oral " cette épreuve est éliminatoire et l'autorisation d'imprimer la thèse ne peut être accordée qu'aux candidats qui l'ont subie avec succès."

Sur la demande de M. R. Gauthier, M. Michard donne des renseignements complémentaires.

M. Borgeaud fait des réserves quant à l'admission de la licence en sc. commerciales au doct. en soc. La préparation universitaire ne lui semble pas équivalente à celle des autres licences dont les examens sont répartis en 2 ou même 3 sessions, tandis que, pour la licence en sc. comm. les examens peuvent, éventuellement, être groupés en une seule session.

M. Michard rappelle le programme de la licence en sc. comm. et montre que l'effort exigé est aussi grand que pour les autres licences. La Faculté doit tenir compte des étudiants qui ont travaillé dans d'autres universités et qui vont achever leurs études à Genève; il est donc cette catégorie d'étudiants que l'on a prévu le groupement des examens sur une seule session. M. Tondoy parle dans le même sens.

M. le Recteur met aux voix l'amendement de M. Borgeaud concernant l'accès de la licence en sc. comm. au doct. en soc. - 1 voix.

Le Sénat adopte sans modifications l'art. 51 et 52, avec l'addition mentionnée ci-dessus.

Fiance levié: - pl.

Pour le Secrétaire

[Signature]

L'Université
Sold out

Mr. Searles
~~Deplac~~th

(Anticoll. Hth
Pud. amine

ARRÊTES DU CONSEIL d'ETAT remis à la

séance du SENAT du JEUDI 24 février 1916

- 1.-approuve la décision du Sénat conférant à M.le Dr Emile Roux le grade de Docteur en médecine honoris causa.
 - 2.-approuve la décision du Sénat conférant à M.le Dr Frédéric Schmid le grade de Docteur en Médecine honoris causa.
 - 3.-fixe à 6 heures par semaine le nombre d'heures d'enseignement de M.le Prof. Muret et à 6000 fr. son traitement annuel.
 - 4.-charge M.W. Rappard du cours de Finances publiques à la Fac. des Sc. Econ. et sociales. L'enseignement de M. Rappard comprendra dès le semestre d'été 6 h. et un traitement 6000 fr.
 - 5.-confirme M.H. Favre aide-préparateur au Lab. de Chimie analytique.
 - 6.-confirme M. Chollet aide-préparateur des Lab. de l'Institut pathologique.
 - 7.-accepte démission M. Zurlinden garçon de Lab. à l'Institut pathologique.
 - 8.-confirme Mlle Chollet concierge de l'Institut pathologique.
-

**Supplément à l'ordre du jour de la séance du Sénat
du jeudi 24 février 1916.**

Modification au Règlement du Doctorat en Sociologie.

(Proposition de la
Faculté des Sciences Economiques et Sociales)

La modification ci-dessous à l'article 51 actuel du Règlement de l'Université a pour objet de le mettre en harmonie avec les dispositions adoptées depuis la création de la nouvelle Faculté et notamment avec celles qui concernent le doctorat ès sciences économiques, récemment institué.

Doctorat en Sociologie.

Art. 51. — Sont admis à se présenter aux épreuves du doctorat en sociologie :

1. Les licenciés en sociologie,
 - » ès sciences sociales,
 - » ès sciences économiques,
 - » ès sciences politiques,
 - » ès sciences commerciales de l'Université de Genève.

2. Les personnes en possession de titres ou de diplômes jugés équivalents par la Faculté et ayant été immatriculées à la Faculté des Sciences Economiques et Sociales.

Art. 52⁴³. — Les épreuves du doctorat sont les suivantes :

1. Une interrogation orale approfondie sur un ensemble de questions sociologiques choisies par le candidat avec l'agrément de la Faculté.

2. La publication, conformément à l'article 28 du Règlement de l'Université, et la soutenance d'une thèse, écrite dans une des langues nationales de la Suisse, sur un sujet choisi par le candidat dans le champ des études sociologiques.

Cette thèse est remise au doyen en manuscrit copié à la machine à écrire en trois exemplaires. Elle ne pourra être imprimée qu'avec l'autorisation de la Faculté.

Les candidats ayant obtenu à l'Université de Genève une des licences mentionnées à l'article 53 avec la note moyenne 5 au second examen sont dispensés de l'épreuve orale.

Si la licence comporte trois séries d'examens, les deux derniers sont pris en considération.

● Cette phrase est éliminatoire et l'autorisation d'imprimer la thèse ne peut être accordée qu'aux candidats qui l'ont obtenue sans faute.

Séance du 9 mars 1916, à 5 h. 10

Présidence de M. le Prof. Richfours, recteur
Présents MM. De Croux, Yung, Werner, Cristiani, Mayor, Gantier
(Raoul), Fehr,

M. le Recteur rappelle la grande perte que la Faculté de Médecine de l'Université vient de faire en la personne de M. le Prof. Gantier. Les membres du sénat se lèvent en signe de deuil.

M. Cristiani, doyen de la Faculté de Médecine, rapporte sur les modifications ci-jointes à l'art. 97 du Règlement de l'Université. Ces modifications sont adoptées.

La séance du Sénat est levée à 5 h. 30.

Immédiatement après a lieu une réunion ~~du~~ des professeurs ordinaires de l'Université.

Pour le secrétaire empêché et
excusé (Dr. Milhaud)

Réunion des professeurs ordinaires du 9 mars 1916,
à 5 h. 30.

Présidence de M. le Prof. Richfours, recteur.
Présents MM. De Croux, Yung, Werner, Cristiani, Mayor,
Raoul Gantier, Fehr.

M. le Recteur rappelle dans quelles conditions a été mise à l'étude, il y a quelques mois, la question de l'admission des professeurs extraordinaires dans la Caisse de Privilèges universitaires. M. Cailler a bien voulu établir le projet qui a été adopté par les professeurs ordinaires, et dont le texte est annexé au présent procès-verbal. M. le Recteur en expose l'économie.

Un échange de vues s'engage auquel prennent part MM. De Croux, Yung, Milhaud, Mayor, Cristiani, Gantier. Le vœu est émis que les droits ^{des professeurs extraordinaires} à la pension différée soient sauvegardés de façon plus précise, et que le remboursement des sommes versées soit offert avant à ceux d'entre eux qui quittent l'Université.

Pour le secrétaire

(Dr. Milhaud)

Séance du 9 mars 1916, à 5 h. 10

Présidence de M. le Prof. Richfous, recteur

Présents MM. De Gm, Young, Werner, Cristiani, Mayor, Gantier
(Raoul), Fehr,

M. le Recteur rappelle la grande perte que la Faculté de Médecine de l'Université vient de faire en la personne de M. le Prof. Grand, les membres du sénat se lèvent en signe de deuil.

M. Cristiani, doyen de la Faculté de Médecine, rapporte sur les modifications ci-jointes à l'art. 97 du Règlement de l'Université. Ces modifications sont adoptées.

La séance du Sénat est levée à 5 h. 30.

Immédiatement après a lieu une réunion ~~ordinaire~~ des professeurs ordinaires de l'Université.

Pour le secrétaire empêché et
excusé (J. Milhaud)

Réunion des professeurs ordinaires du 9 mars 1916,
à 5 h. 30.

Présidence de M. le Prof. Richfous, recteur.

Présents MM. De Gm, Young, Werner, Cristiani, Mayor,
Raoul Gantier, Fehr.

M. le Recteur rappelle dans quelles conditions a été mise à l'étude, il y a quelques mois, la question de l'admission des professeurs extraordinaires dans la Faculté de Médecine universitaire. M. Cailler a bien voulu établir le projet qui a été soumis aux professeurs ordinaires, et dont le texte est annexé au présent procès-verbal. M. le Recteur en expose l'économie.

Un échange de vues s'engage auquel prennent part MM. De Gm, Young, Milhaud, Mayor, Cristiani, Gantier. Le vote est émis que les droits ^{des professeurs extraordinaires} à la pension d'écrit soient sauvegardés de façon plus précise, et que le remboursement des sommes versées soit offert ~~avant~~ à ceux d'entre eux qui quitteront l'Université.

Pour le secrétaire

(J. Milhaud)

PROJET DE MODIFICATIONS
à la Loi et aux Statuts régissant la
Caisse de Prévoyance Universitaire.

LOI

Titre de la Loi : Remplacer la désignation *Caisse de Prévoyance des Professeurs ordinaires à l'Université* par cette autre : *Caisse de Prévoyance Universitaire*.

ART. 1. — A rédiger à nouveau, en supprimant le terme *professeurs ordinaires*.

ART. 3. — (Ancien 4).

1^{er} alinéa. Sans changement.

2^e alinéa. Les professeurs extraordinaires peuvent être reçus membres de la Caisse de Prévoyance, suivant les conditions stipulées à l'article 2 des statuts. L'admission à la Caisse de Prévoyance n'implique pour l'Etat aucun engagement quant au renouvellement éventuel du mandat du professeur extraordinaire.

ART. 4. — (Ancien 3).

1^{er} alinéa. Sans changement.

2^e alinéa. La même limite d'âge est imposée aux professeurs extraordinaires affiliés à la Caisse de Prévoyance.

STATUTS

ART. 2. — Les professeurs de l'Université et ceux de l'Ecole dentaire font seuls partie de la Caisse et cela pendant la durée de leurs fonctions. La qualité de membre ne peut pas être abandonnée volontairement ; elle se perd au moment où le sociétaire quitte ses fonctions professorales et, au plus tard, quand il atteint l'âge limite de 75 ans prévu par la loi (Loi, art. 4).

Les professeurs ordinaires à l'Université et les professeurs à l'Ecole dentaire acquièrent la qualité de membres, obligatoirement, par le simple fait de leur nomination.

Sur demande écrite adressée au Comité, les professeurs extraordinaires sont reçus, de plein droit et en tout temps, comme membres de la Caisse ; ils sont invités à s'y joindre lors de leur nomination.

Les membres de toute catégorie jouissent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations.

ART. 6. — a) sans changement.

b) remplacer la dernière ligne par les mots :
« après 30 années de sociétariat ».

c) sans changement.

d) (*nouveau*). Si un sociétaire quitte la Caisse de Prévoyance sans qu'aucune des conditions précédentes soit réalisée, ses droits ni ceux de sa famille ne sont éteints. Ils sont seulement limités comme l'indiquent les art. 6^{bis}, 8, 8^{bis} ci-après.

ART. 6^{bis} (*nouveau*). Si un sociétaire a été admis à la retraite suivant les conditions a), b), c) de l'art. 6, il a droit à une pension immédiate.

Si le professeur s'est retiré en dehors des cas susindiqués il a droit à une pension différée ayant cours dès l'âge de 65 ans révolus, sans condition de durée, ou dès 60 ans mais

30 années au moins après le premier versement opéré au compte du titulaire. La démission annule tout droit à une pension éventuelle d'invalidité.

ART. 7. — 1^{er} alinéa, sans changement.

2^e alinéa. Ne peuvent toutefois être portés en compte, dans le calcul, plus de 20 versements annuels, et tout versement annuel supérieur à 202 fr. 50 ne sera compté que pour ce chiffre. Ces clauses ont pour effet de limiter la pension aux deux tiers du traitement moyen, et au maximum absolu de 3000 francs.

ART. 8. — Si un professeur faisant, ou ayant fait partie de la Caisse de Prévoyance, laisse en mourant une veuve ou des enfants légitimes mineurs, la pension assurée par ses versements, suivant les prescriptions de l'article précédent, est réduite de moitié. La veuve, etc. (le reste sans changement).

ART. 8^{bis} (nouveau). — Dans le cas où les dispositions précédentes imposent à la Caisse de Prévoyance des obligations à terme différé (art. 6^{bis}, 8) l'exécution en est subordonnée à un rappel formel adressé par le ou les bénéficiaires au moment de l'échéance. L'omission de cette formalité pendant les deux années qui suivent cette date entraîne la déchéance de tous droits quelconques.

Dix ans après qu'un sociétaire aura quitté la Caisse de Prévoyance sans être entré, dans l'intervalle, en jouissance d'une pension immédiate ou différée, il y a prescription de tous ses droits, à moins d'un rappel envoyé au Comité et suivi d'un accusé de réception.

ART. 11. — La fondation a pour organes :

- a) l'Assemblée générale des sociétaires ;
- b) et c) sans changement.

ART. 11^{bis} (*nouveau*). — L'assemblée générale se réunit une fois au moins tous les ans, au mois de novembre ; elle doit être convoquée en séance extraordinaire si quinze membres au moins le demandent par lettre signée adressée au Comité.

ART. 12. — Sans changement, sauf les mots : « 7 membres » au lieu de 5, et « Assemblée générale » au lieu de « réunion des professeurs ordinaires ». La deuxième phrase du 1^{er} alinéa « le professeur ordinaire, etc. » est en outre à supprimer.

ART. 14, 23, 24. — Mettre dans ces articles les mots : « Assemblée générale » au lieu de « réunion des professeurs ordinaires ».

ART. 25. — Pour les professeurs extraordinaires qui adhéreront à la Caisse de Prévoyance dans un délai maximum de trois mois à dater de l'adoption des présents statuts, le calcul de la pension assurée à eux-mêmes et à leur famille s'établira comme s'ils eussent acquitté la cotisation réglementaire dès leur nomination.

ART. 26. — A supprimer.

MODIFICATIONS à l'Art. 97 du Règlement de l'Université

Art. 97. Premier examen.

- a).....
- b) d'avoir suivi les cours théoriques suivants :
- | | |
|-------------------------------------------------|-------------|
| 1° Pathologie et anatomie pathologique générale | 1 semestre |
| 2° Anatomie pathologique spéciale | 2 semestres |
| 3° Chirurgie générale | 2 semestres |
| 4° Hygiène | 2 semestres |
| 5° Médecine légale | 2 semestres |
- 6° Bactériologie
- c) d'avoir suivi pendant 1 semestre au moins les cours pratiques suivants :
- | | |
|------------------------------|--|
| 1° Médecine opératoire. | |
| 2° Opérations obstétricales. | |
| 3° Autopsies | |
| 4° Histologie pathologique | |
| 5° Bactériologie | |

Deuxième examen :

- a).....
- b) d'avoir suivi :
- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 1° la clinique médicale pendant au moins 4 semestres dont 2 comme pratiquant. | |
| 2° la clinique chirurgicale pendant au moins 4 semestres, dont 2 comme pratiquant. | |
| 3° la clinique obstétricale et gynécologique pendant 3 semestres, dont 2 comme pratiquant. | |
| 4° la clinique infantile | 1 semestre |
| 5° la clinique dermatologique et vénéréologique | 1 semestre |
| 6° la clinique ophtalmologique | 1 semestre |
| 7° la clinique psychiatrique | 1 semestre |
| 8° les polycliniques médicale, chirurgicale, obstétricale et gynécologique, et otorhinolaryngologique | 1 semestre |
- c) d'avoir suivi les cours suivants :
- | | |
|---------------------------------------------------------|-------------|
| 1° Thérapeutique et pharmacologie | 2 semestres |
| 2° Médecine des accidents (cours théorique et pratique) | 1 semestre |
| 3° Prescription et dispensation des médicaments | 1 semestre. |

MODIFICATIONS à l'Art. 97 du Règlement de l'Université

Art. 97. Premier examen.

a).....

b) d'avoir suivi les cours théoriques suivants :

- | | |
|-------------------------------------------------|-------------|
| 1° Pathologie et anatomie pathologique générale | 1 semestre |
| 2° Anatomie pathologique spéciale | 2 semestres |
| 3° Chirurgie générale | 2 semestres |
| 4° Hygiène | 2 semestres |
| 5° Médecine légale | 2 semestres |

6° Bactériologie

c) d'avoir suivi pendant 1 semestre au moins les cours pratiques suivants :

- | | |
|------------------------------|------------|
| 1° Médecine opératoire. | 1 semestre |
| 2° Opérations obstétricales. | |
| 3° Autopsies | |
| 4° Histologie pathologique | |
| 5° Bactériologie | |

Deuxième examen :

a).....

b) d'avoir suivi :

- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 1° la clinique médicale pendant au moins 4 semestres dont 2 comme pratiquant. | |
| 2° la clinique chirurgicale pendant au moins 4 semestres, dont 2 comme pratiquant. | |
| 3° la clinique obstétricale et gynécologique pendant 3 semestres, dont 2 comme pratiquant. | |
| 4° la clinique infantile | 1 semestre |
| 5° la clinique dermatologique et vénéréologique | 1 semestre |
| 6° la clinique ophtalmologique | 1 semestre |
| 7° la clinique psychiatrique | 1 semestre |
| 8° les polycliniques médicale, chirurgicale, obstétricale et gynécologique, et otorhinolaryngologique | 1 semestre |

c) d'avoir suivi les cours suivants :

- | | |
|---------------------------------------------------------|-------------|
| 1° Thérapeutique et pharmacologie | 2 semestres |
| 2° Médecine des accidents (cours théorique et pratique) | 1 semestre |
| 3° Prescription et dispensation des médicaments | 1 semestre. |

Séance du 18 Mars 1916.

Président : M. Pichon, Recteur.

Présent : MM. Dacq, Choisy, Fehr, Maréchal, Werner, Pons, Rochat, R. Gautier, de Sijoux, Tondury, Gaillard, Bourin, Chodat, Ed. Morille, Herzog, Chapard, R. Oltramare, Fulliquet, Yang, Rappard, Milhaud, Maloch, François, Follet, Seitz.

M. le Recteur estime que, vu les difficultés financières de cette année, il y aura lieu de supprimer cette année les réceptions du D^{es} Académiques.

Chair d'Orthographe : la Fac. de Médecine a mis un pressant favorable à la création d'une chaire ordinaire. - Personne ne parle contre ce pressant.

Instit. d'Etudes Religieuses

Institut d'Etudes Religieuses. M. le Doyen de la Fac. de Théologie expose le projet.

M. Fulliquet fait remarquer que ce Institut ne coûtera rien à l'Etat.

M. B. Bourin appuie ce projet; mais il regrette qu'il prévienne un examen d'entrée. Il demande quelques renseignements d'ordre financier.

Il voudrait aussi que l'Hist. de Religions ait part à l'enseignement régulier.

M. Chodat voudrait qu'on réglât au préalable la question de savoir comment seront désignés les personnes étrangères au corps universitaire qui seront invitées à enseigner à l'Institut.

M. le Doyen de Théologie : Ce sont avant tout des prof. de l'Université qui enseigneront. Mais on pourra s'adresser à des licenciés ou docteurs en théologie, qui s'inscriront comme pr. docents. S'ils ne possèdent pas ces grades, les candidats à l'enseignement devront être agréés par l'Université et le Département.

M. Moriaud craint que les maîtres de l'Institut ne soient pas suffisamment rétribués. Il faudrait ou bien prévoir une rétribution régulière, ou adopter le système du séminaire de Français moderne.

M. Chodat craint aussi que le système financier soit chancelant; une rétribution régulière est indispensable. Il faudrait prévoir une taxe spéciale d'inscription.

Le Doyen de Théologie croit que les inscriptions suffiront; mais si nous pouvons obtenir le système du séminaire de Français, nous en serions très heureux.

M. Oltramare fait aussi une objection relative à l'examen d'entrée.

M. Fulliquet répond que des personnes d'un certain âge sans diplôme seraient exclues de l'Institut si on supprimait l'examen d'entrée. Or ces personnes-là sont les plus intéressantes.

M. Rochat ne voudrait pas qu'on fit de la question financière une question de vie ou de mort pour l'Institut.

M. Chodat propose à nouveau la taxe spéciale d'inscription.

M. Bouvier donne quelques renseignements sur le Séminaire français. Ce sont les recueils des cours de vacances qui font vivre le Séminaire.

M. Jung trouve que les conditions d'entrée à cet Institut sont très vagues. Cela introduira ^{à l'université} des élèves inférieurs à nos étudiants habituels.

M. le Recteur dit que la Commission scolaire a admis déjà le principe de l'examen d'entrée.

— Le projet d'Institut d'études religieuses est adopté à l'unanimité.

Licence en sciences morales

Diplôme pédagogique

M. le Doyen des Lettres présente le projet adopté par la Faculté des Lettres.

1^o Le projet de Licence en sciences morales est adopté à

l'unanimité.

2^o Certificat pédagogique.

M. Claparède regrette qu'on n'ait pas adopté le titre de "Certif. d'apt. à l'enseignement des Lettres". Le mot "pédagogique" suppose des connaissances spéciales.

~~M. le Recteur~~ M. Maloch explique qu'on a voulu alléger le titre.

Adopté.

3^o Diplôme d'études pédagogiques.

Adopté sans discussion.

Maturité commerciale

M. le Recteur, au nom du Bureau, et M. Milhaud, au nom de la 6^e Faculté proposent d'amender ainsi le projet de Maturité commerciale :

- 1^o Suppression du Droit commercial, de l'écon. politique, de la comptabilité.
- 2^o Introduction d'un enseignement philosophique (2 h. pendant une année).

M. R. Gautier pose quelques questions, et fait quelques remarques rédactionnelles : ainsi à l'art. I il est dit : "Cet examen est conçu de façon à se rendre compte..."

M. Folliet : Cette phrase est extraite du Règlement du Collège !

M. Moriaud voudrait qu'on ajoutât le latin à titre d'option en parallèle avec une langue moderne.

M. Bouvier appuie M. Milhaud. Il faut développer la culture ^{littéraire} ~~générale~~ des candidats à cette maturité.

Après remarques de MM. Rappard, Baxd, Milhaud, Seitz, Delaue, M. R. Gautier propose de renvoyer au Bureau l'étude de cette maturité.

~~Cette dernière proposition~~ ^{du programme}

M. Milhaud craint que ce renvoi au Bureau ne comporte trop de responsabilités.

Il est décidé que le Bureau transmettra au Département les observations faites.

Séance levée à 6 h. 10

M. Claparède
Secrétaire

FACULTÉ DE THÉOLOGIE

INSTITUT D'ÉTUDES RELIGIEUSES

L'Institut d'études religieuses est établi 1^o en vue des personnes qui désirent développer leurs connaissances religieuses ; 2^o en vue de celles qui se destinent à l'évangélisation, à la mission ou à l'enseignement religieux.

élèves / Les ~~étudiants~~ ~~qui font partie~~ de l'Institut sont ou *membres réguliers*, ou *membres libres*.

Les *membres réguliers* sont ceux qui aspirent au diplôme d'études religieuses.

Les *membres libres* ou *auditeurs* devront avoir dix-huit ans accomplis ; aucun titre n'est exigé pour leur inscription.

Sont admis au nombre des *membres réguliers* les personnes qui ont obtenu le certificat de fin d'études d'un établissement d'instruction secondaire — (tels que : le Collège de Genève, l'Ecole secondaire et supérieure des jeunes filles, l'Ecole de Commerce) — ou qui justifient de connaissances équivalentes par un examen spécial passé devant une Commission nommée par la Faculté.

Les membres réguliers de l'Institut qui auront suivi tous les cours et les conférences obligatoires pendant quatre semestres, et qui auront présenté les travaux réglementaires, pourront subir un examen final. Ceux qui l'auront passé avec succès recevront le *Diplôme d'études religieuses*.

Ce diplôme est signé par le Doyen de la Faculté de Théologie et par le Recteur de l'Université.

L'enseignement comprend les matières suivantes :

A. *Etude de la Bible française.*

Ancien Testament : Introduction, Histoire du peuple d'Israël, Histoire de la religion d'Israël, étude de chapitres choisis des principaux livres.



PROJET DE MODIFICATION

DU

RÈGLEMENT DE L'UNIVERSITÉ

CHAPITRE VI

Grades et diplômes conférés par la Faculté des Lettres.

C) Licence ès sciences morales.

ART. 42². — Pour obtenir le grade de licencié ès sciences morales, on doit subir deux examens successifs, dans deux sessions différentes. Chacun de ces examens consiste en épreuves écrites et en épreuves orales. Il n'est pas permis de se présenter aux épreuves orales sans avoir subi avec succès les épreuves écrites, dans la même session.

Les candidats paient avant chaque examen une somme de 50 francs, qui est réduite de moitié pour les bacheliers et les licenciés ès lettres de la Faculté. En cas d'insuccès, la moitié de la somme versée leur est rendue.

Les candidats dispensés du premier examen, s'ils ne sont pas gradués de l'Université de Genève, paient 100 francs en s'inscrivant pour le deuxième.

ART. 42³. — Les candidats à la licence ès sciences morales doivent être immatriculés dans la Faculté des Lettres.

Sont admis à se présenter au *premier examen* :

1^o Ceux qui justifient de quatre semestres au moins d'études régulières dans cette Faculté.

Les candidats doivent fournir la preuve qu'ils ont pris une part active, durant au moins deux semestres, à une conférence d'histoire (explication de textes historiques) et à une conférence de philosophie (explication de textes philosophiques).

2^o Les porteurs du diplôme de bachelier en théologie de l'Université, de licencié ou de docteur d'une des Facultés de l'Université, ou de titres jugés équivalents par le Bureau, sur le préavis de la Faculté, à la condition qu'ils justifient de deux semestres d'études régulières dans la Faculté ou d'études équi-

valentes. La Faculté, sur le vu de leurs diplômes, peut les dispenser d'une partie de l'examen.

3° Ceux qui, par des diplômes ou des certificats, justifient d'études équivalentes. Le Bureau, sur le préavis de la Faculté, statue sur cette équivalence.

Sont admis à se présenter au *second examen* :

1° Les candidats qui ont subi avec succès le premier examen et qui ont fait ensuite deux semestres d'études régulières dans la Faculté, ou qui justifient d'études équivalentes.

Les candidats doivent fournir la preuve qu'ils ont pris une part active, pendant au moins un semestre, à trois conférences portant sur les matières du programme et dirigées par des professeurs de la Faculté. Ceux qui ne satisfont pas à cette condition sont tenus de présenter, trois mois avant l'examen, un travail de leur composition portant sur l'une des branches du programme.

2° Ceux qui, par des diplômes ou des certificats, justifient d'études équivalentes. Le Bureau, sur le préavis de la Faculté, statue sur cette équivalence.

ART. 42⁴. — Les épreuves du *premier examen* sont les suivantes :

Epreuves écrites.

1° Une composition sur un sujet d'histoire générale.

2° Une composition sur un sujet d'histoire de la littérature française.

3° Une composition sur un sujet d'histoire de la philosophie.

Epreuves orales.

1° Explication d'auteurs français (XVI^e-XX^e siècle).

2° Explication de textes historiques.

3° Explication de textes philosophiques.

4° Linguistique générale.

5° Pédagogie générale.

6° Eléments du droit.

7° Economie politique *ou* Histoire économique (au choix du candidat).

8° Traduction à livre ouvert d'une page de critique littéraire ou d'histoire écrite en allemand, anglais ou italien (la langue choisie par le candidat ne doit pas être sa langue maternelle).

Les épreuves du *second examen* sont les suivantes :

Epreuves écrites.

1° Une composition sur un sujet d'histoire emprunté à une période désignée par le candidat.

2° Une composition sur un sujet d'histoire littéraire emprunté à une littérature et à une période de cette littérature désignées par le candidat.

3° Une composition sur un sujet d'histoire et philosophie des sciences ou de psychologie.

Epreuves orales.

1° Explication d'un texte littéraire écrit dans l'une des langues anciennes ou modernes enseignées à l'Université, excepté le français.

2° Histoire des religions.

3° Une discipline philosophique : métaphysique, morale, esthétique, logique (au choix du candidat).

4° Histoire des institutions politiques et sociales.

5° Histoire de l'éducation.

6° Archéologie.

D) Certificat d'aptitude pédagogique.

(Complémentaire aux licences conférées par la Faculté des Lettres.)

ART. 42⁵. — Les candidats au certificat d'aptitude pédagogique doivent être immatriculés dans la Faculté des Lettres.

Sont admis à se présenter à l'examen les licenciés de la Faculté des Lettres.

ART. 42⁶. — Les épreuves de l'examen sont les suivantes :

1° Une composition sur un sujet de pédagogie générale.

2° Une interrogation sur un sujet de didactique.

3° Une épreuve pratique : deux leçons à donner, l'une de français (grammaire, composition, lecture de textes), l'autre au choix du candidat.

E) Diplôme d'études pédagogiques.

ART. 42⁷. — Pour obtenir le diplôme d'études pédagogiques, on doit subir deux examens successifs dans deux sessions différentes. Chacun de ces examens consiste en épreuves écrites et en épreuves orales.

Les candidats paient avant chaque examen une somme de 50 francs, qui est réduite de moitié pour les bacheliers et les licenciés de la Faculté. En cas d'insuccès, la moitié de la somme versée leur est rendue.

Les candidats dispensés du premier examen, s'ils ne sont pas

gradués de l'Université de Genève, paient 100 francs en s'inscrivant pour le deuxième.

ART. 42⁸. — Les candidats au diplôme d'études pédagogiques doivent être immatriculés dans la Faculté des Lettres.

Sont admis à se présenter au *premier examen* :

1^o Ceux qui justifient de deux semestres au moins d'études régulières dans cette Faculté.

Les candidats doivent fournir la preuve qu'ils ont pris une part active, durant au moins deux semestres, à deux conférences portant sur les matières du programme, dont une de pédagogie.

2^o Les porteurs du diplôme de bachelier en théologie de l'Université, de licencié ou de docteur d'une des Facultés de l'Université, ou de titres jugés équivalents par le Bureau, sur le préavis de la Faculté, à la condition qu'ils justifient de deux semestres d'études régulières dans la Faculté ou d'études équivalentes. La Faculté, sur le vu de leurs diplômes, peut les dispenser d'une partie de l'examen.

3^o Ceux qui, par des diplômes ou des certificats, justifient d'études équivalentes. Le Bureau, sur le préavis de la Faculté, statue sur cette équivalence.

Sont admis à se présenter au *second examen* :

1^o Les candidats qui ont subi avec succès le premier examen et qui ont fait ensuite deux semestres d'études régulières dans la Faculté, ou qui justifient d'études équivalentes.

Les candidats doivent fournir la preuve qu'ils ont pris une part active, pendant au moins deux semestres, à deux conférences (dont une de pédagogie) dirigées par des professeurs de la Faculté et portant sur les matières du programme. Ceux qui ne satisfont pas à cette condition sont tenus de présenter, trois mois avant l'examen, un travail de leur composition portant sur l'une des branches du programme.

2^o Ceux qui, par des diplômes ou des certificats, justifient d'études équivalentes. Le Bureau, sur le préavis de la Faculté, statue sur cette équivalence.

ART. 42⁹. — Les candidats dont le français n'est pas la langue maternelle devront subir, trois mois au moins avant le premier examen, une épreuve éliminatoire, consistant en un examen écrit et oral de français.

ART. 42¹⁰. — Les épreuves du *premier examen* sont les suivantes :

Epreuves écrites.

- 1° Une composition sur un sujet d'histoire de l'éducation.
- 2° Une composition sur un sujet de logique ou de morale (au choix du candidat).

Epreuves orales.

- 1° Eléments de biologie générale.
- 2° Anthropologie.
- 3° Hygiène de l'enfance.
- 4° Psychologie expérimentale.
- 5° Histoire de la Suisse et de Genève.
- 6° Histoire de la philosophie.
- 7° Lecture expliquée d'un auteur français (XVI^e-XX^e siècle).

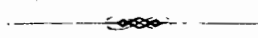
Les épreuves du *second examen* sont les suivantes :

Epreuves écrites.

- 1° Une composition sur un sujet de pédagogie générale.
- 2° Une composition sur un sujet de didactique.

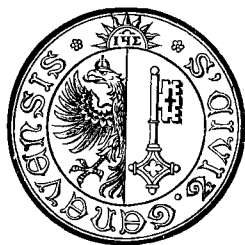
Epreuves orales.

- 1° Psychologie de l'enfance et de l'adolescence.
- 2° Sociologie.
- 3° Linguistique générale *ou* économie politique (au choix du candidat).
- 4° Une période de l'histoire générale (au choix du candidat).
- 5° Didactique (leçon dans une classe, discussion critique).
- 6° Méthodologie (l'interrogation portera *a*) sur le français ;
b) sur l'une des matières d'enseignement suivantes, au choix du candidat : langues étrangères, histoire, géographie, sciences naturelles, mathématiques).



ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

RÈGLEMENT
DE
L'EXAMEN DE MATURITÉ
COMMERCIALE



GENÈVE
IMPRIMERIE ALBERT KUNDIG

1916.

VILLE DE



GENÈVE

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

RÈGLEMENT

DE L'EXAMEN DE MATURITÉ COMMERCIALE

*Adopté par le Conseil administratif, le
et approuvé par le Conseil d'Etat, le*

ARTICLE PREMIER. — Il est institué à l'Ecole supérieure de Commerce un examen de maturité, dont le programme porte sur tout le champ d'études de l'Ecole, sous réserve des dispenses accordées aux élèves réguliers par l'article 17 du présent règlement.

Cet examen est conçu de façon à se rendre compte des connaissances générales et du degré de maturité intellectuelle du candidat.

Un certificat est délivré au candidat qui, dans les différentes branches de l'examen, obtient des notes conformes aux prescriptions de l'article 13.

ART. 2. — L'examen de maturité a lieu chaque année : 1° dans la seconde quinzaine de juin ; 2° dans la première quinzaine d'octobre.

Un avis officiel indique au moins un mois d'avance la date exacte de l'examen. L'inscription est close une semaine avant l'examen. Il ne peut être dérogé à cette règle que dans des cas spéciaux et par décision du Conseil administratif.

ART. 3. — Est admis à s'inscrire :

a) Tout élève régulier qui a suivi durant une année au moins les cours de la classe supérieure de l'Ecole.

b) Toute autre personne âgée d'au moins 18 ans révolus.

Le candidat qui a échoué dans trois sessions ne peut plus s'inscrire pour un nouvel examen.

ART. 4. — Le candidat qui a suivi tout l'enseignement obligatoire de la classe supérieure de l'Ecole paie un droit de 10 fr. pour le certificat. Tout autre candidat paie d'avance un droit de 50 fr. par inscription et de 40 fr. pour le certificat.

ART. 5. — L'examen porte sur les branches suivantes :

1° Langue et littérature françaises ; 2° langue et littérature allemandes ; 3° langue et littérature italiennes, espagnoles ou anglaises ; 4° histoire ; 5° géographie ; 6° arithmétique commerciale et mathématiques ; 7° physique et chimie ; 8° technologie ; 9° droit civil, droit commercial et économie politique ; 10° comptabilité.

Pour les étrangers, la langue et la littérature allemandes peuvent être remplacées par l'italien, l'espagnol ou l'anglais.

ART. 6. — Pour les langues, l'arithmétique commerciale, les mathématiques, la géographie, les candidats sont soumis à un examen oral et écrit ; pour la comptabilité un examen écrit seulement.

ART. 7. — Pour les autres branches, les candidats sont soumis à un examen oral.

ART. 8. — Les examens de maturité se font devant un jury nommé par le Conseil administratif au mois de juin et pour la durée d'un an. Font, de droit, partie de ce jury le directeur et, pour chaque branche, le maître qui l'enseigne dans la dernière classe. Celui-ci fonctionne comme examinateur à l'épreuve orale.

Le jury est présidé par le directeur.

ART. 9. — Les questions de l'examen écrit et de l'examen oral sont préparées pour chaque branche par le maître qui l'enseigne dans la dernière classe. Vingt-quatre heures au plus avant l'examen, ces questions sont soumises au jury, qui a le droit de les modifier et d'en ajouter d'autres dans les limites du programme.

ART. 10. — Dans chaque examen écrit, les candidats traitent une même question, tirée au sort. Pour la composition française, il est tiré au sort trois sujets entre lesquels chaque candidat choisit celui qu'il préfère.

Les candidats ne peuvent se servir que de livres autorisés par le jury.

Les examens écrits se font sous la surveillance d'une personne désignée par le directeur.

ART. 11. — Dans l'examen oral, chaque candidat tire au sort sa question. Avant d'être interrogé, il peut demander d'en tirer une seconde; mais, dans ce cas, sa note est réduite aux deux tiers du chiffre auquel il aurait eu droit par sa réponse.

ART. 12. — Le jury apprécie chaque branche par des chiffres, suivant une échelle où la meilleure note est représentée par 6 et la moindre par 0.

ART. 13. — Pour mériter le certificat de maturité, le candidat doit avoir obtenu, sur l'ensemble de toutes les branches, plus des $\frac{7}{12}$ du maximum total.

Toutefois, le certificat sera refusé aux candidats qui auront obtenu une note 1, ou deux notes 2, ou quatre notes inférieures à 4.

ART. 14. — Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'annulation de l'examen de maturité.

ART. 15. — Le candidat dont l'examen n'est pas admis est, dans les sessions subséquentes, dispensé des épreuves dans toutes les branches où il a obtenu au moins la note 4.

ART. 16. — Tout certificat ou diplôme délivré à la suite d'un examen par une autorité scolaire de Genève peut dispenser des épreuves jugées par la Commission de surveillance de l'Ecole équivalentes à celles de la maturité.

ART. 17. — Pour les élèves réguliers de la classe supérieure, les examens portent seulement sur le programme de cette classe, sauf en ce qui concerne les thèmes, les versions, l'explication des textes et les lectures d'auteurs français.

ART. 18. — Les candidats porteurs du diplôme de l'Ecole sont exemptés des examens d'arithmétique commerciale, de droit civil et d'économie politique.

ART. 19. — Pour les élèves réguliers, la note définitive de chaque branche est formée pour un tiers par la note annuelle du candidat et pour deux tiers par la note de l'examen.

ART. 20. — Les candidats ne possédant pas le diplôme de l'Ecole supérieure de Commerce ou un diplôme jugé équivalent et qui doivent subir un examen sur toutes les branches prévues pour l'obtention du

certificat de maturité, sont autorisés à passer les examens en deux sessions.

ART. 21. — Outre les résultats de l'examen, le certificat de maturité indique pour chaque candidat ses nom, prénoms, lieu d'origine, date de naissance et date d'entrée à l'Ecole. Il porte la mention « très bien » si le candidat a obtenu au moins les $\frac{7}{8}$ du maximum total ; la mention « bien » si la somme des notes est comprise entre les $\frac{3}{4}$ et les $\frac{7}{8}$ de ce maximum ; dans les autres cas, la mention « satisfaisant ».

Le certificat est signé par le président du Conseil administratif, le président de la Commission de surveillance et le directeur.

PROGRAMME

Quatrième année.

FRANÇAIS.

Trois heures par semaine.

Littérature : Les grands mouvements littéraires et philosophiques du XVIII^e siècle à nos jours.

Lecture. — Etude particulière d'œuvres choisies des principaux historiens, orateurs et économistes (XVIII^e et XIX^e siècle).

Composition. — Résumés d'ouvrages traitant un même sujet commercial et présentés sous forme de conférences. Compositions se rapportant au programme de littérature et d'histoire. Lettres et rapports.

ALLEMAND.

Quatre heures par semaine.

L'enseignement sera donné exclusivement en allemand.

Récapitulation de la syntaxe. Exercices oraux et écrits sur les germanismes. Rapports. Technologie commerciale. Exercices de rédaction. Lectures sur des sujets se rapportant au commerce. Interprétation de fragments d'auteurs classiques.

Histoire de la littérature allemande à partir de la Réformation jusqu'à nos jours, avec analyse des principaux ouvrages et auteurs classiques.

ANGLAIS.

Quatre heures par semaine.

L'enseignement sera donné exclusivement en anglais.

Grammaire. — Suite et fin de la syntaxe.

Exercices. — Thèmes et compositions.

Histoire de la littérature. — Les grandes époques et les principaux écrivains ; les auteurs contemporains en se basant sur l'étude des textes.

Lecture d'auteurs. — Lectures, avec commentaires, mais sans traductions, de morceaux choisis ; compte rendu oral en anglais.

Institutions de la Grande-Bretagne, des Colonies et des Etats-Unis.

MATHÉMATIQUES.

Quatre heures par semaine.

Trigonométrie. — Formules fondamentales. Propriétés des triangles. Résolution des triangles.

Géométrie analytique à deux dimensions. — Coordonnées rectilignes et leur transformation. Lieux géométriques relatifs à la ligne droite, le cercle et les sections coniques.

Emprunts par obligations. — Etude de diverses complications.

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE.

Une heure par semaine.

Géothermie. Notions de géologie. Hydrographie continentale et morphologie. Océanographie. Climatologie.

HISTOIRE.

Deux heures par semaine.

Histoire contemporaine. — Les principaux événements de la Révolution française à nos jours. La civilisation au XIX^e siècle. Les conditions économiques et le commerce. L'expansion européenne.

CHIMIE INDUSTRIELLE.

Deux heures par semaine.

Métallurgie. — Fer. Aluminium. Zinc. Plomb. Cuivre. Or. Argent. Platine.

— 7 —

Chimie organique industrielle. — Hydrocarbures de la série grasse et de la série aromatique.

Le goudron de houille. Industrie des couleurs et des parfums.

PHYSIQUE.

Deux heures par semaine.

Compléments du cours de 1^{re} année. Force — Travail — Puissance. Unités C. G. S.

Electricité. — Unités électriques, instruments de mesure.

Chaleur. — Calorimétrie.

Optique. — Miroirs. Lentilles. Loupe. Microscope.

DROIT COMMERCIAL.

Une heure par semaine.

Assurances. Responsabilité civile. Législation ouvrière.

ÉCONOMIE POLITIQUE.

Une heure par semaine.

Suite du cours de 3^{me} année.

COMPTABILITÉ.

Deux heures par semaine.

Etude juridique et comptable de cas spéciaux en comptabilité.

ITALIEN.

Deux heures par semaine.

Suite du cours de 3^{me} année.

ESPAGNOL.

Deux heures par semaine.

Suite du cours de 3^{me} année.

PIECES remises à la séance du SENAT du MERCREDI 24 mai 1916

ARRÊTES DU CONSEIL D'ETAT :

- 1.-approuve les modifications apportées aux art.51,52 et 97 du Règlement de l'Université(Fac.des sciences économiques et sociales-Doctorat en Sociologie)et(Fac.de Médecine-Doctorat)
- 2.-accorde à M.le Prof.J.Nicole un congé jusqu'à la fin du semestre d'été 1916 pour raison de santé.
- 3.-accorde à M.le Prof.Tonnelet un congé jusqu'à la fin du semestre d'été 1916
- 4.-accepte avec remerciements pour les services rendus la démission de M.ReF.Bruck,prof.extraordinaire
- 5.-accepte avec remerciements pour les services rendus la démission de M.F.Q.Onou 3-e assist.au Labor.de Chimie inorganique et organique
- 6.-nomme jusqu'à la fin de l'année universitaire M.Otto Kaiser 3-e assist.au Labor.de Chimie inorganique et organique
- 7.-nomme jusqu'à la fin de l'année universitaire M.J.Lord assist.à la Clinique dermatologique
- 8.-prend note de la démission de M.L.Rabious,2-e assist.au Labor.de Botanique
et nomme M.J.Bruderlin 3-e assist.au Labor.de Botanique jusqu'à la fin de l'année universitaire
- 9.-approuve le Règlement de l'examen de maturité commerciale de l'Ecole supérieure de Commerce ainsi que le programme d'étude de la 4-e année de cette école.
- 10.-nomme par promotion M.R.Fuchs 2-e aide-infirmier à la Policlinique de l'Université.

PIECES remises à la séance du SENAT du MERCREDI 24 mai 1916

ARRETES DU CONSEIL D'ETAT :

- 1.-approuve les modifications apportées aux art.51,52 et 97 du Règlement de l'Université(Fac.des sciences économiques et sociales-Doctorat en Sociologie)et(Fac.de Médecine-Doctorat)
- 2.-accorde à M.le Prof.J.Nicole un congé jusqu'à la fin du semestre d'été 1916 pour raison de santé.
- 3.-accorde à M.le Prof.Tonnelat un congé jusqu'à la fin du semestre d'été 1916
- 4.-accepte avec remerciements pour les services rendus la démission de M.E.F.Bruck,prof.extraordinaire
- 5.-accepte avec remerciements pour les services rendus la démission de M.T.Q.Chou 3-e assist.au Labor.de Chimie inorganique et organique
- 6.-nomme jusqu'à la fin de l'année universitaire M.Otto Kaiser 3-e assist.au Labor.de Chimie inorganique et organique
- 7.-nomme jusqu'à la fin de l'année universitaire M.J.Lepel assist.à la Clinique dermatologique
- 8.-prend note de la démission de M.L.Rahfous,2-e assist.au Labor.de Botanique
et nomme M.J.Braderlin 2-e assist.au Labor.de Botanique jusqu'à la fin de l'année universitaire
- 9.-approuve le Règlement de l'examen de maturité commerciale de l'Ecole supérieure de Commerce ainsi que le programme d'étude de la 4-e année de cette école.
- 10.-nomme par promotion M.R.Fuchs 2-e aide-infirmier à la Policlinique de l'Université.

Séance du 24 Mai 1916 (Professeurs ordinaires)

Présid. de M. Rehfsou, R.

Présents: mm. Deque, Rehr, Morand, Cristiani, Werner, Chorisy,
Milhaud, ^{Clapaud} Chodat, Guya, Pictet, Bouvier, Leskowski, Montet,
Cailler, Chavannes, Rochat, Gaillard, R. Gautier, S. Espine,
Sugarc, Meumann, Rappard, Beutner, Seitz, Tondury, Murat,
Alf. Martin, Brattali, Gourfain, Folliet, Pond (thid.), Fazy,
Sternod, Hummer, P. Oltamare, Mayor, Ph. Guya, Clapaud,
Wuarin, Bozjeaud, Yung, Malsch, de Beigneux.

Election du Recteur :

Bulletins retrouvés: 42; - 41 plus 1 blanc.

ont obtenus:	{	<u>mm.</u> de crue: - 36 voix
		Gautier - 3 "
		Seitz - 1 "
		Yung. - 1 "

M. de crue est élu Recteur de l'Université p^r la période 1916-18.

- Il remercia p^r l'honneur qui lui
est fait.

Election du Vice-Recteur :

Bulletins retrouvés: 44, tous valables.

ont obtenus:	{	<u>mm.</u> <u>R. Gautier</u> 25 voix
		" <u>E. Yung</u> 18 "
		" <u>Chodat</u> 1 "

M. Raoul Gautier est élu Vice-Recteur de l'Université.

Il remercia.

Election du Secrétaire :

Bulletins retrouvés: 43 tous valables.

Fulliquet: 26

Malsch: 9

Rappard: 3

Rochat: 1

Morand: 1.

M. Fulliquet est élu Secrétaire.

La séance ordinaire est ouverte:

Prof. extra. Présent: M. Hersch.

M. le Recteur communique le Programme de la Séance
 officielle du Dies Academicus.

La liste du Sénat étant vide, il n'est pas possible
 d'organiser une élection l'après-midi. - Mais il y aura

231
le soir un souper par souscription. - Les étudiants auront
un comers le soir.

M. Murat trouve le programme de la séance officielle un peu
chargé.

Le Recteur et M. J. Epine rassurent M. Murat. - M. Chodat
parle de la même sens que M. Murat. Il y aurait lieu d'avancer
l'heure de la séance.

mm. Moriaud, Cristiani, Werner, Bouvier, Yang, Murat, Decrue,
R. Gautier, Battelli, prennent encore la parole à ce sujet.

- Le projet de programme proposé par le Bureau est adopté.

- Une liste des souscriptions p^r le comers des étudiants sera
distribuée chez le caissier.

mm. les Doyens des Lettres, Sciences, Sc. écon., Droit, etc.
mentionnent succinctement les modifications au programme.
Le programme est approuvé.

Enseign^t pratique

des

Langues étrangères

M. le Recteur communique une lettre de M. le Président
du départ^t demandant le préavis de l'Université.

- La Fac. des Lettres propos. de dénommer lecteurs,
et non "priv. docent", les personnes chargées de cet
enseignement.

M. Chodat estime aussi qu'il y aurait quelque danger
à donner à ces maîtres le titre de privat-docent.

- Le Doyen de la Fac. des Sc. écon. communique que
sa Faculté est d'accord avec la proposition de la Fac.
des Lettres pour le titre de lecteur. - D'autre part,
cette Faculté désirerait ne pas avoir à donner un
préavis sur les nominations de ces lecteurs.

- Ces conclusions sont adoptées.

Le procès verbal est adopté.

Séance terminée à 5h 1/2

SD clapiant

Séance du 21 Juin 1916.

Prés. de M. Rehfuß. R.

Présents: MM. Decrue, Fehr, Cristiani, Derrer, Seitz, Morinud, Choisy, Cailler, A. Gautier, Flournoy, Jung, Gaillard, Mègevand, Mayor, Fulliquet, Claparède...

M. le Recteur communique divers arrêtés du Conseil d'Etat.

Doct^r honoris causa. M. le Doyen de la Fac. des Sciences, au nom de cette Faculté, propose d'accorder le D^r h. c. ès sciences naturelles à M. Laskowski, à l'occasion de son jubilé.

Adopté à l'unanimité.

Fonds universitaires: Chy M^r Pictet en C^t il y trouve actuellement 38.800^{fr} en dépôts disponibles. - A ce jour, 4800^{fr} d'avances ont été faites pour l'assistance aux étudiants.

La Commission des Fonds, composée de MM^{rs}:

Decrue, Sarasin, A. Gautier, Mègevand, Fulliquet, Rappard, est réélue à l'unanimité. - M. de Cus, futur recteur, présidera.

Vérificateurs des comptes, MM^{rs} Rehfuß et Folliet sont élus à l'unanimité.

Séance des Prof^{rs} ordinaires

Sont présents, en
outre des précédents,
MM^{rs} Melhaud
et Rappard.

Assistance aux étudiants. M. le Recteur communique quelques renseignements sur l'assistance aux étudiants pendant la guerre. - Une retenue de 4% sur les traitements ~~des~~ devra probablement être encore effectuée sur les mensualités de septembre... Un thé pourra aussi être organisé.

MM^{rs} Decrue et Seitz fournissent quelques renseignements.

M^r Cailler informe l'assemblée que M. Ritter a spontanément demandé que la retenue de 4% fût effectuée sur sa pension de retraite.

Caisse de prévoyance. - M. Cailler rapporte sur le projet de modifications à la loi et aux statuts de la Caisse de Prévoyance universitaire. Il explique la raison des diverses modifications proposées.

L'Art. 11 bis est adopté.

L'Art. 15 est adopté.

21 233
L'Art. 25 est adopté.

L'Art. 8^{bis} est modifié selon une proposition de M. Cail
ainsi conçue (amendée à la suite de quelques remarques de
M. Morianud):

Cet article nouveau est adopté.

Séance levée à 6 h.

W. Clapart

Séance du lundi 10 juillet 1916, à 5 h.

Présence de M. Pichfoss, Recteur.

Présents: Mm. Fehr, Warner, Morianud,
Lilhard, Christiani, Choisy; Muret,
R. Gauntier, A. Gauntier, A. Martin,
Gueilleard, Rochard, Folliot, Hirsch, Gourfelin,
François, Ultramare, Meyer, Borgeaud.

Le Recteur donne lecture de quelques
arrêts du Conseil d'Etat.

Il lit une lettre de M. Zaskowski
remerciant le Sénat d'avoir appuyé la proposition
de la Faculté de Sciences de lui conférer le doctorat
honoris causa.

Il lit une lettre de M. Falk protestant
contre le passage qui le concernait du discours rectoral
aux dies academici.

Il est décidé que le solde de la souscription pour le des académiciens sera versé à la caisse d'assistance aux étudiants.

Le Sénat accepte que le cours de privat-docent de M. Moles soit annoncé dans la prochaine édition du programme du semestre d'hiver (Faculté des Sciences). — Il refuse cela pour le cours de M. Messliery, étant donné la quasi-certitude que M. Messliery ne pourra pas donner son enseignement.

M. Belfours est nommé membre de la Commission des Fonds universitaires en remplacement de M. Alf. Gautier.

Doctorat honoris causa.

M. le Rector de la Faculté des Sciences économiques et sociales propose, au nom de sa Faculté, de conférer le grade de Docteur en sociologie honoris causa à M. Fleiner, prof. à l'Université de Zurich. L'œuvre de juriste de M. Fleiner est magistrale. — Duant à la circonstance particulière qui a donné lieu à cette proposition, M. Billhauser s'en remet à son collègue M. Rappard du soin de l'exposer.

M. Rappard insiste sur les mérites scientifiques incontestables de M. Fleiner. — Il rappelle que M. Fleiner a fait à la Suisse le sacrifice de sa carrière à l'étranger, et qu'il est revenu à Zurich pour servir le pays. — Dans le livre d'ouverture qu'il a fait récemment, il a fait l'histoire de l'évolution de la démocratie suisse, et a mis en lumière le grand rôle joué par Genève et Rousseau.

La proposition de la Fac. des Sciences écon. et soc. est adoptée à l'unanimité.

M. Munt transmet aux membres du Sénat le message de collègues belges présents en Allemagne, MM. Pirenne et Faidiercq, à l'Université de Gand. — Il appelle la sympathie et l'intérêt de ses collègues sur les intellectuels internés en Suisse.

Révision du Règlement de l'Université.

Le Rector expose que l'édiction du règlement étant devenue, il a fallu songer à une réimpression. Il ne s'agit pas de modifications profondes, mais d'une simple mise au point. Le Règlement sera divisé en deux parties :

Le Rector indique quelle sont les modifications

20 dispositions
généralistes.
20 dispositions
nouvelles à l'usage
Faculté.

prises par la partie finché.

Les tréens indiquent ensuite
quelles ont les modifications proposées par
Chapman Faculty.

Séance levée à 6 h. 35.

Par le Secrétaire absent

Charles Brown